

lutte ouvrière

SNCF :
réductions
d'effectifs
à grande
vitesse

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 867 - 12 janvier 1985 - prix : 6 F

P. 12-13

**Le froid,
Georges
Marchais
et l'impasse
d'une politique**

notre éditorial P.3

**Accord
Schultz-Gromyko :
la course
aux armements
continue
de plus belle**

P. 5



le plan Pisani :

**une indépendance qui maintiendrait
les privilèges de l'impérialisme**

P. 3 et 4

Un terrible constat d'échec

« **L** 'hiver attaque en force » et « il est toujours dur pour les pauvres gens ». Ainsi commence sous le titre « un terrible constat », l'éditorial de Georges Marchais dans *L'Humanité* du 10 janvier. « Ce qui frappe » Georges Marchais « en écoutant radio et télévision, c'est le nombre de ces hommes et de ces femmes, de ces familles plongées dans la détresse : sans abri, sans ressources suffisantes, sans soutien. Ils sont des milliers qui ont froid, parfois faim, et parmi eux, un grand nombre, non pas seulement les traditionnels vagabonds, mais des gens qui, en perdant leur emploi et ne disposant d'aucune indemnité, voient s'abattre sur eux tous les coups durs »... « Tout cela se passe en France », poursuit Marchais, « pays développé, et en 1985. Quel terrible constat ! Le froid agit décidément comme un implacable révélateur »...

Et Marchais poursuit en dénonçant le fait « qu'il y a quelque chose d'absurde, d'inacceptable, à cette situation où d'un côté on porte secours à des gens dans le besoin, et de l'autre côté, on aggrave leurs difficultés et augmente le nombre des victimes. D'un côté, on offre un toit provisoire, et de l'autre côté, on expulse, on saisit, on coupe le courant, on prive de ressources. D'un côté, on fait des quêtes pour distribuer des secours, de l'autre côté on comprime le pouvoir d'achat, les revenus pour mieux accroître l'insolente fortune d'une minorité. D'un côté, on distribue des bons de pain, et de l'autre côté, on licencie, on ferme les entreprises. Ne pourrait-on pas arrêter le massacre dans cette guerre contre l'emploi et la vie ? Nous communistes, nous le pensons (...) nous refusons la fatalité, la soumission à la crise, et luttons pour une politique nouvelle, pour une société plus humaine, plus juste, plus fraternelle, pour un véritable socialisme à la française. »

Eh oui, la société devrait être plus juste, plus fraternelle, plus humaine. Et elle le pourrait. Car dans le même temps c'est une société malade de trop de richesses. Trop de pétrole. Trop de voitures. Trop de logements à vendre. On produit trop de tout, paraît-il, puisqu'il faut fermer des usines et diminuer les productions agricoles.

Mais la vague de froid montre qu'on ne produit rien de trop, qu'on produit au contraire plus que ne peuvent acheter une grande partie des habitants de la planète, même des pays dits développés.

Comme Marchais, on peut se demander pourquoi on en est là, en 1985. Et qui plus est, après trois ans de gouvernement de gauche ! Et si on peut se le demander, les travailleurs peuvent surtout le demander à Georges Marchais lui-même. Car il y est pour quelque chose.

Depuis des années, lui et son parti ont expliqué aux travailleurs qu'il s'agissait de bien voter, de faire l'Union de

la Gauche ; que la révolution était utopique et que les travailleurs ne devaient plus songer à changer leur sort autrement qu'en se trouvant des alliés pour gagner les élections. Mais quels alliés ? Et pour quoi faire ? Et d'élections en élections, d'illusions reconduites en illusions perdues, les travailleurs sont restés pris au piège du système économique, du même régime qui accumule les richesses à un pôle et la crise à l'autre. D'autres hommes sont venus, les ministres socialistes et communistes de mai 1981 pour les derniers en date, mais avec tout juste d'autres mots, pour la même politique. Et depuis, la même injustice règne, les mêmes inégalités demeurent. Terrible constat en effet ! Constat d'échec de la politique proposée aux travailleurs depuis des années par Georges Marchais.

Alors, quelle utopie que cette politique des bulletins de vote quand ils s'envolent en sens inverse ! Tout cela aboutit, en 1985, à l'asphyxie à petit feu de la classe ouvrière, à l'extinction des illusions et des espoirs avec.

A une époque, Marchais et ses prédécesseurs ont mis la classe ouvrière à la traîne des dictateurs russes, sanglants ou séniles, en nous disant que c'était cela le socialisme dans lequel il fallait espérer. Depuis, ils l'ont mise à la traîne des bourgeois français et de la politique déterminée par Mitterrand qui nous montre son socialisme à lui. Et pendant que Jospin les chante, Marchais en est à ramasser à la pelle les feuilles mortes des illusions réformistes.

Parce que, après l'échec de la participation gouvernementale du P.C.F., après l'échec de l'Union de la Gauche, quel moyen Georges Marchais propose-t-il aux militants de son parti et à l'ensemble des travailleurs pour parvenir à cette société plus juste, plus fraternelle et plus humaine, sans crise, sans chômage, qu'il appelle le socialisme à la française ?

Battre à nouveau la droite aux élections ? Faire que le Parti Communiste Français soit majoritaire à lui tout seul aux élections ? Attendre qu'avec bonne volonté Mitterrand change la société ? Ou pourquoi pas Chirac, Giscard, ou Le Pen ?

Préparer la révolution est certainement moins utopique.

D'ailleurs le froid qui dresse ce terrible constat d'échec de la politique réformiste pour changer la société, ajouté à toutes les autres misères engendrées par la crise ne laisse pas le choix aux travailleurs.

Il faudra bien un jour que tout se paye, et que la force des travailleurs éclate en même temps que leur colère pour transformer le monde. Et ce jour-là, les travailleurs se passeront des bulletins de vote et des politiciens qui, d'illusions en illusions, aident la société actuelle à se perpétuer avec toutes ses iniquités.

Arlette LAGUILLER

Différences de glace

La France est un pays riche, dont tous les habitants sont égaux. Plus exactement : certains de ses habitants sont riches et du même coup plus égaux que les autres. Une vague de froid plus intense qu'à l'ordinaire, une péripétie météorologique en somme, suffit pour que la précarité des conditions de vie de pas mal de ces autres apparaisse au grand jour, pour peu en particulier qu'ils se trouvent être vieux, handicapés, ou particulièrement démunis. On dénombre déjà, à ce jour, une quarantaine de victimes directes du froid. Pas dans les beaux quartiers, il va de soi.

Non, les richesses ne se partagent pas. Elles sont concentrées à un pôle de la société. Avec la crise, cette inégalité fondamentale se dissimule de moins en moins. Et des Abbé Pierre de tout poil se sentent des vocations humanitaires parce que les médias redécouvrent qu'il y a bel et bien des pauvres dans ce pays — anciens ou nouveaux, et de plus en plus de nouveaux — qu'un hiver un peu rude met à mal.

Les différences de classes, ça existe.

LE PLAN PISANI :

Une indépendance qui maintiendra les privilèges de l'impérialisme

L'année 1985 verra peut-être la naissance, ou du moins la gestation, d'un nouvel Etat. Si le plan d'Edgard Pisani, ancien ministre de De Gaulle, nouveau « délégué du gouvernement » de Mitterrand, surmonte tous les obstacles, à commencer par l'hostilité de la droite pro-caldoches ou française, peut-être le 1^{er} janvier 1986 sera-t-il le jour de la proclamation d'une « République socialiste de Kanaky ».

Le monde compterait alors un nouvel Etat formellement indépendant, un nouvel Etat admis à siéger à l'ONU, mais un nouvel Etat — un de plus dans la longue liste d'Etats du Tiers-Monde — dont la souveraineté, reconnue par la loi

internationale, n'enlèverait rien à la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme mondial.

L'« indépendance-association » préconisée par Pisani vise à donner aux Canaques la satisfaction morale de l'indépendance, payée concrètement par la promotion de dirigeants nationalistes canaques à des postes de responsabilité politique ou économique. En échange de quoi seraient conservés dans les meilleures conditions les intérêts matériels de la communauté blanche — caldoche ou « étrangère » — acquis au terme de quelque cent ans d'exploitation et d'oppression coloniales.

Pisani résume lui-même

son plan comme un acte « de portée politique symbolique ». Puisque les dirigeants nationalistes canaques — en particulier ceux du FLNKS — pourraient se satisfaire de symbole, fournissons-leur du symbole ! Ça ne nourrira pas le peuple canaque, tous les pauvres que le colonialisme français a expropriés et relégués dans la brousse ou les îles démunies de tout, mais ça pourrait alimenter la soif de pouvoir — plus formel que réel — d'une petite minorité de Canaques « évolués ».

Les ouvriers et paysans canaques auraient la satisfaction d'être gouvernés par des gens de leur couleur. Mais l'essentiel des profits tirés de leur sol, de leur

sous-sol et de leur sueur continuera probablement à grossir les comptes en banque de quelques riches Blancs, ex-caldoches promus au rang de « résidents privilégiés » (privilégiés évidemment par rapport aux futurs nationaux, pauvres canaques) ou Blancs de France ou d'ailleurs, car point n'est besoin de vivre ou même d'avoir mis les pieds dans un pays pour être actionnaire de sociétés qui en exploitent les richesses humaines et matérielles.

Pour résumer donc ce plan Pisani, on pourrait dire que l'indépendance de « portée politique symbolique » sera pour les Cana-

(Suite au verso)

ques, tandis que l'« association »... à la poursuite des bénéfices sera pour les exploiters ou profiteurs blancs.

Ainsi, comme les Canaques tiennent à leur terre, nous dit-on, l'Etat français pourrait consentir à la « réappropriation » de celle-ci par ses premiers occupants. Réappropriation juridique, nationalisation formelle. A la suite de quoi pourraient être « élaborées les règles permettant de passer tous contrats, baux ou concessions assurant l'exploitation durable du sol dont la propriété éminente aura été reconnue à la communauté mélanésienne ». Les exploitants « actuellement installés » — pour l'essentiel des caldoches — pourraient donc être maintenus dans ce que Pisani appelle leur « droit au travail », et même la « transmissibilité des exploitations serait garantie ».

Ainsi, les exploitations rentables seront reconduites et pour les autres, en échange des terres que les Blancs laisseront aux Noirs, on leur versera de larges indemnités qui leur permettront sans doute de faire de meilleures affaires dans les zones franches où ils ne paieront pas d'impôts.

Et les Canaques ou autres paysans métis privés actuellement de terres et qui n'ont pas les moyens financiers d'en acquérir ? Eh bien, à eux sont réservées les formules vagues de Pisani sur « la mise en valeur agricole » de terres laissées en friche parce que précisément il faudrait de l'argent — manquant — pour les exploiter (et pas seulement une estampille de propriété) et un marché pour vendre à profit.

La même philosophie dicte la politique prétendue de « réappropriation » en matière de richesses du sous-sol, richesses minières. « Le nouvel Etat contractera avec les exploitants des accords ou constituera avec eux des sociétés d'exploitation », dit le projet Pisani. Si des « droits acquis » étaient remis en

question, les propriétaires ou actionnaires seraient indemnisés. Les « nationalisations » éventuelles en Nouvelle-Calédonie seraient faites comme elles l'ont été... en France, il y a peu. Les travailleurs canaques ou métis n'en profiteraient probablement pas davantage que les travailleurs ici. L'opération pourrait seulement coûter cher, si l'Etat indépendant nationalisait et donc indemnisait beaucoup... avec l'argent de pauvres contribuables, pressurés un peu plus.

Les projets concernant Nouméa, le principal pour ne pas dire quasiment le seul centre économique de l'archipel, sont aussi un symbole.

Parce que les richesses y sont concentrées, avec les Blancs qui les exploitent directement ou indirectement, la ville bénéficierait d'un statut spécial. Elle pourrait devenir une « concession globale de longue durée » — comme les vieux impérialismes s'en étaient taillées dans la vieille Chine semi-colonisée — qui « associerait de façon responsable les résidents privilégiés ou leurs représentants à la gestion administrative et économique de la ville ou du port ».

Pour ce qui est de la nouvelle « nationalité » des habitants du futur Etat, Pisani prévoit aussi des accommodements avec... le racisme de certains Caldoches apparemment. Ils pourraient soit adopter la nationalité canaque, soit accéder à un statut de « résident privilégié ». Les citoyens de la nouvelle République seraient donc égaux... ou presque !

Alors, quoi penser de ce plan Pisani ?

Evidemment, la politique proposée par le gouvernement français « de gauche », par le truchement d'un ancien politicien gaulliste, n'est pas celle de la guerre coloniale à outrance. Mais ce n'est pas parce que le gouvernement de gauche envisage une indépendance négociée plutôt que la guerre, qu'il ne mène pas une politique conforme aux intérêts de l'impérialisme



français et mondial. Pisani le résume très bien, là encore : plutôt un « contrat » avec les représentants du FLNKS qu'un « statut » imposé (à supposer que la France impérialiste ait les moyens de continuer à l'imposer).

Alors quel avenir connaîtra le plan Pisani ? On ne peut pas le dire encore. On ne sait pas si la bêtise d'une certaine droite la fera s'accrocher au système colonial au point de conduire à la guerre contre le peuple de Nouvelle-Calédonie. On ne sait pas non plus si le FLNKS, qui semble aujourd'hui la direction nationaliste reconnue apparemment par une partie du peuple canaque, acceptera ou non le cadre du plan Pisani, et en particulier si le FLNKS appellera à participer au référendum programmé pour juillet 1985 par Pisani, ou s'il le boycottera.

Les premières réactions des dirigeants du FLNKS n'ont pas été défavorables au plan Pisani. Il est possible qu'ils jouent le jeu, s'ils n'ont pas les moyens d'en modifier les règles.

Certes, la politique des dirigeants nationalistes ne

représente pas les intérêts fondamentaux des travailleurs canaques ou métis qui, une fois indépendants dans ces conditions fixées par l'impérialisme, n'auront probablement à se partager que la misère.

Pour que les masses populaires de cette région du monde connaissent un autre sort, ce n'est pas un quelconque « arrangement » avec l'impérialisme qu'il faudrait, mais sa destruction, son renversement, la fin d'un système qui, à l'échelle mondiale, maintient l'exploitation et l'inégalité ; d'un système qui, en échange de quelques années de « boom économique » deux ou trois fois par siècle dont profitent tout juste les pauvres des pays riches, offre aux peuples des décennies de misère, ponctuées de guerres.

Evidemment, les dirigeants du FLNKS n'ont jamais prétendu militer pour une révolution socialiste mondiale. Avec le soutien apparent d'une partie de la population canaque, ils revendiquent seulement le droit formel de gouverner et de gérer eux-mêmes la pénurie. Mais les dirigeants de l'impérialisme français

représentent encore moins les intérêts du peuple canaque, et c'est pourquoi les travailleurs d'ici auraient tort de tirer prétexte du nationalisme sans perspectives réellement socialistes du FLNKS, pour être dans le camp de leur propre impérialisme.

Si les Canaques préfèrent être gouvernés par des hommes de leur nationalité — là seront probablement les limites de l'indépendance —, la classe ouvrière française doit les soutenir. Les travailleurs français, eux aussi, pour l'heure, acceptent d'être dirigés par des hommes qui, malgré leur étiquette « de gauche » ou « progressiste » font la politique du grand capital, et pas une politique conforme à leurs vrais intérêts.

Pour que la Kanaky indépendante devienne autre chose qu'une nouvelle dictature sous régime de parti unique, il faudrait que la classe ouvrière française ait une autre politique, offre une autre issue à elle-même comme aux travailleurs de tous les pays et en premier lieu à ceux qui sont exploités par l'impérialisme français.

Michelle VERDIER



Dupont Lafleur

Président du Rassemblement Pour la Calédonie dans la République, le député RPR du territoire, Jacques Lafleur s'est fait le chantre de la colonisation française dans les colonnes du Monde des 6 et 7 janvier derniers.

C'est ainsi qu'il nous apprend que « la France avait fait énormément de bien aux Mélanésiens ». La colonisation ? Ce serait « du passé, depuis 20 ans ». Pas gêné, Lafleur, lui, n'a qu'à se vanter de la colonisation française. Et pour cause : il possède une partie de l'île, « cette fortune, une fortune que j'ai faite... ne

m'intéresse pas tellement et j'ai toujours partagé entre les entreprises que j'ai créées ». Les domaines ? Bof, une broutille : « il nous reste dans la société Ouaco 3 000 hectares, dont 1000 sur lesquels je travaille à installer un parc naturel... ». Pourtant « cette terre ne m'a pas rapporté un sou ».

Alors évidemment s'il fait le dédaigneux, il n'est pas prêt cependant à accepter de passer la main sans au moins faire monter les enchères.

Les revendications d'un indépendantiste comme Tjibaou, c'est « fumeux » et

« raciste » : « Ce raisonnement consiste à dire en définitive, la France s'est emparée de nous, elle n'a qu'à nous restituer ce qu'elle nous a pris, comme si en Nouvelle-Calédonie les autres populations n'avaient pas depuis 150 ans acquis elles aussi des droits... Tjibaou oublie de dire qu'auparavant les Canaques se bouffaient entre eux ! »

Mais non, Lafleur n'est pas raciste. Il a tout simplement le mépris et la suffisance d'un grand colon... à vous donner l'envie de devenir sauvage pour le bouffer...

ACCORD SHULTZ-GROMYKO :

De limitations en limitations, la course aux armements continue de plus belle !

● Les États-Unis et l'URSS se sont mis d'accord à Genève pour reprendre des négociations sur la « limitation des armements ». Les précédentes négociations du même genre avaient été rompues par l'URSS il y a quatorze mois, à la suite du déploiement par les forces de l'OTAN des euro-missiles.

Les euromissiles continuent bien d'être installés, mais il paraît qu'il y aurait du nouveau, puisque les États-Unis se déclarent prêts à discuter de leur projet de « militarisation de l'espace », c'est-à-dire de leur projet d'équiper des satellites de moyens de détruire tout missile sitôt qu'il serait lancé.

A vrai dire, les dirigeants américains, en acceptant de mettre ce projet sur la table des négociations, ne s'engagent pas à grand-chose, ne serait-ce que parce qu'il ne s'agit que d'un projet pour lequel la seule chose certaine est que l'État américain y a déjà engagé 26 milliards de dollars (environ 250 milliards de francs, une somme rondelette qui dépasse le budget annuel de la Défense nationale française). Mais rien ne dit, d'ailleurs, que cette manne étatique ne sera pas déjà dépensée, pour le plus grand profit des industriels américains, avant que le moindre accord soit signé, si cela devait arriver !

Quant à « aboutir à des accords qui contribueront à la sécurité non seulement des États-Unis et de l'Union soviétique, mais aussi du reste du monde », comme l'a déclaré le secrétaire d'État américain, Georges Shultz, à son arrivée à Genève, c'est une autre histoire. Tous les accords sur la limitation des armements déjà signés par le passé n'ont en rien empêché la prolifération des armes... De même d'ailleurs que les déclarations sur la volonté de paix n'ont jamais empêché les guerres...

Mais, quand on parle de limitation des armements, tout dépend évidemment du niveau où on limite. Et on pourrait, à meilleur droit sans doute, parler de la fixation d'un nouveau palier dans la course aux armements !

A de telles négocia-



Ils négocient... ils négocient, mais ce n'est pas demain que les missiles seront définitivement enterrés. (AFP)

tions, il faut sans doute que quelque chose soit... négocié, c'est-à-dire que chaque partie fasse des concessions à l'autre. C'est la règle du jeu des négociations. Et c'est surtout au jeu que tiennent dirigeants soviétiques et américains, encore que pour des raisons différentes.

Pour les dirigeants soviétiques, ce qui compte c'est que les États-Unis acceptent de négocier avec eux, de « dialoguer ».

Pour les dirigeants américains, l'enjeu est autre : il faut bien entretenir au sein de la population américaine l'idée que les énormes dépenses militaires de l'État américain sont indispensables.

Car l'impérialisme américain a besoin de cet arsenal pour vivre.

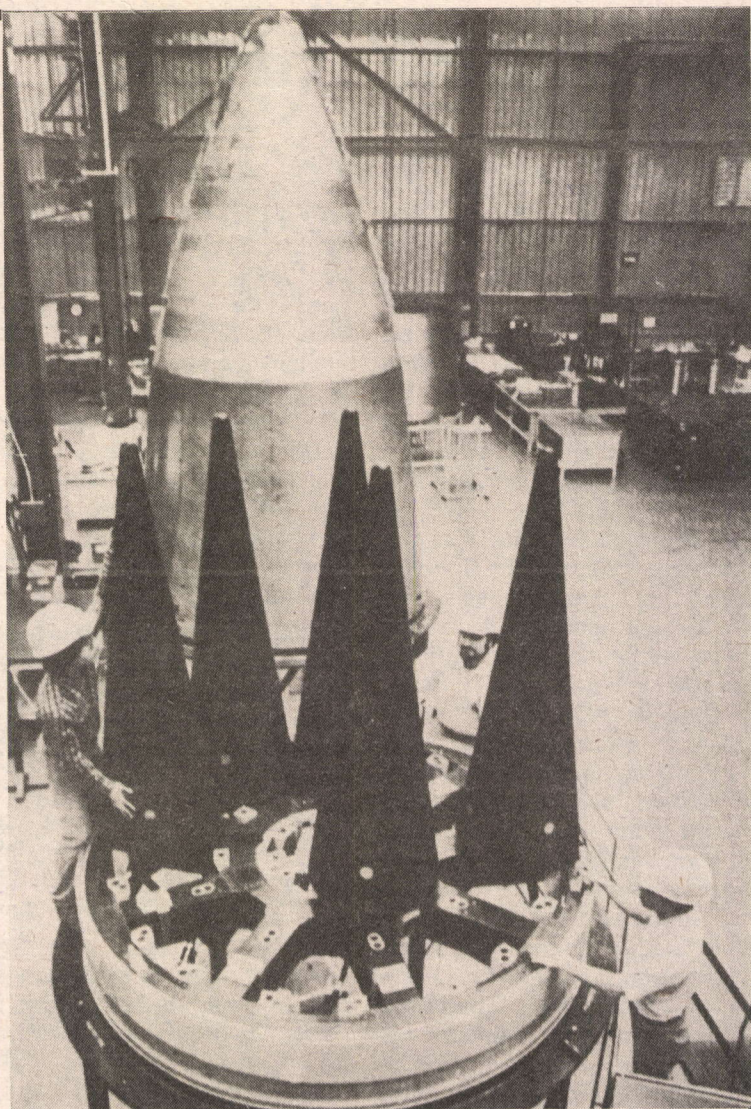
D'abord, parce qu'il s'ensuit. Du Vietnam à l'Améri-

que latine, les États-Unis sont le gendarme du monde : c'est le prix qu'ils doivent payer pour imposer partout cet ordre impérialiste qui leur profite avant tout à eux, la première puissance économique mondiale.

Mais, de toute façon, l'industrie américaine, comme celle de tous les impérialismes vieillissants, a besoin pour vivre des commandes de l'État. Si, dans les vieux pays capitalistes d'Europe, c'est dans tous les domaines que l'État subventionne par ses commandes les industries, aussi bien par le truchement de l'armée que des transports, de l'énergie ou du téléphone, aux États-Unis c'est avant tout par le biais des budgets militaires. Le budget américain de défense absorbe 6,1 % de la production nationale, c'est-à-dire qu'il s'agit là de budgets qui, avant 1940, auraient été des budgets de guerre. Mais nous sommes en temps de paix (relative, il est vrai), et c'est le seul moyen qu'ait trouvé le capitalisme pour fonctionner : imposer à tous les contribuables d'être consommateurs, de gros consommateurs, d'armements en temps de paix. C'est là un marché en or pour les industriels, puisque les armes n'ont pas besoin d'être utilisées pour être périmées. C'est à quoi est utile, justement, la course aux armements.

Et sans même que cette course se transforme en un sprint guerrier, d'une négociation sur la « limitation des armements » à l'autre, les arsenaux ont de beaux jours devant eux !

Jean-Jacques FRANQUIER



La « guerre des étoiles » et la force de frappe française :

Comment se battre à l'abri du ridicule ?

Les fans de la force de frappe française vivent des temps difficiles. Ils attrapent le vague à l'âme à cause du projet de « guerre des étoiles », lancé par Reagan il y a près de deux ans et qui est maintenant mis sur le tapis des négociations avec l'URSS à Genève.

Dans leur projet baptisé « guerre des étoiles », les États-Unis ont l'ambition de mettre au point un système capable de détruire les missiles soviétiques au moment de leur lancement, avant que ceux-ci aient eu le temps de faire du mal à une mouche. Pour cela, les États-Unis envisagent de placer toute une série d'engins sophistiqués dans l'espace, en plus de ceux dont ils disposent actuellement.

Cette nouvelle péripétie de la course aux armements devrait offrir un nouveau pactole aux capitalistes américains qui recevront les commandes. C'est aussi un moyen pour les États-Unis de renforcer la pression économique qu'ils exercent sur l'URSS car, pour se doter d'un système de défense équivalent, l'URSS serait obligée d'augmenter encore ses dépenses d'armements, qui pèsent déjà lourdement sur l'économie et le niveau de vie de la population.

Sur le plan de l'efficacité militaire, des mauvaises langues affirment que le système de défense en question arrêterait les missiles adverses à peu près comme la ligne Maginot avait permis à l'armée française d'arrêter les forces allemandes en

1940. Pour clouer le bec aux missiles français, par contre, ce serait bien suffisant ; d'où l'esprit maussade de ceux qui croient ou font semblant de croire à l'efficacité actuelle de la force de frappe française. La revue *Défense nationale* de décembre dernier écrivait : « On peut aussi penser que la militarisation de l'espace, si les grands persistent à s'engager dans cette voie, aurait pour effet de réduire — voire d'annuler — la crédibilité de la force française de dissuasion ». L'hebdomadaire du Parti Socialiste, *L'Unité*, s'indigne qu'on puisse tenir un langage aussi défaitiste. Dans son numéro du 4 janvier il écrit : « La guerre des étoiles frappe tellement les esprits que sa seule perspective tend à moralement dévaloriser les dissuasions britannique et française, à rendre plus acceptable leur mise sous contrôle puis leur démantèlement » L'article reconnaît qu'« avec sept cents têtes nucléaires (ce dont disposera la France à la fin des années 1990), il est plus hasardeux de vouloir forcer un barrage qu'avec dix mille ».

Mais c'est pour faire ensuite un vibrant plaidoyer pour la force de frappe nationale. Les godillots du Parti Socialiste veillent au moral de l'état-major. Qu'ils se rassurent. Ce ne sont pas les nouveaux joujoux que vont peut-être s'offrir les deux grandes puissances qui risquent de rendre la force de frappe française ridicule. Elle l'est déjà.

Jean SANDAY

Camping nucléaire

Selon les déclarations d'un des responsables de l'Institut d'Études Politiques américain, des unités spéciales de l'armée américaine sont capables de déposer des engins nucléaires miniaturisés derrière les lignes ennemies. Ces « bombes-sac-à-dos », dans le délicat jargon militaire, seraient actuellement déployées en Allemagne, en Italie et en Corée du Sud.

Campeurs, méfiez-vous ! Votre voisin de tente, que vous preniez pour un hippie amoureux de la nature, est peut-être un dangereux poseur de bombe atomique !

Le Conseil d'Etat tout braibanlé

Le Conseil des ministres avait envisagé de nommer un haut fonctionnaire membre du Parti Communiste, Guy Braibant, au poste de président de la commission des litiges au Conseil d'Etat (celle qui décide, entre autres, d'annuler, pour irrégularités, certaines élections). Mais non. Alors que la nomination de Guy Braibant était tenue pour acquise à l'Elysée et au ministère de la Justice, le Conseil des ministres optait finalement pour quelqu'un d'autre. Il cédait devant le Conseil d'Etat, dont certains membres s'étaient mis dans tous leurs états. L'un avait lâché le morceau : « Les communistes ne sont pas des gens comme les autres ».

Guy Braibant était pourtant un haut fonctionnaire comme les autres. Il avait de fiers états de service : ancien chargé de mission auprès du ministre des Transports Fiterman, ancien commissaire du gouvernement

de 1969 à 1974, sous la présidence de Pompidou même ! Jean Foyer, député RPR et ancien ministre de la Justice, avait plaidé en sa faveur : « Techniquement, cette nomination est tout à fait justifiée. Guy Braibant est assurément l'un des meilleurs spécialistes français des problèmes de contentieux administratifs ».

Mais non, et re-non ! L'Humanité a pleuré sur le rejet de Braibant. Le Parti Communiste voudrait bien s'intégrer... Mais il n'aura pas plus de trois membres déclarés au Conseil d'Etat.

Il faut croire que c'est le seuil de tolérance fixé par les hautes sphères de l'appareil d'Etat bourgeois à la présence de fonctionnaires du PC.

A ce compte, on se demande encore pourquoi les fonctionnaires du PC voudraient être des « gens comme les autres » : réactionnaires.



L'affaire est dans le sac

Les sacs en plastique seront prohibés en Italie dès 1991. A partir de cette date, « seuls les emballages fabriqués dans des matières biodégradables pourront être utilisés ». Quant aux emballages en papier et en carton, ils devront être fabriqués à partir de fibres recyclées.

C'est là l'aboutissement d'une campagne qui avait été lancée à la suite d'un incident spectaculaire : un cachalot avait échoué, l'été dernier, sur les côtes de l'Adriatique, après avoir avalé de travers une centaine de sacs en plastique...

Du coup, les fabricants de sacs en plastique envisagent

des sacs dégradables à la lumière : « Les nouveaux emballages coûteront plus cher. (...) En outre, il faudra qu'on s'habitue à ce que ces nouveaux sacs en plastique soient nettement moins résistants que les anciens. Il ne sera pas possible de les réutiliser plusieurs fois », explique un responsable de l'institut italien des pétroles.

On ne sait pas si cela permettra aux cachalots de survivre. En tout cas cela freinera la pollution-plastique, ce qui n'est pas un mal, et ça fera marcher le commerce.

C'est pas de la miniature

Emile Véron ne perd pas de temps. Il vient d'annoncer qu'il serait candidat à la présidence de la République en 1988. Mais qui est Emile Véron ?

Eh bien, c'est un patron. C'est le n° 2 de la voiture miniature à l'échelle mondiale. Il dirige en effet la société « Majorette ».

Depuis quelque temps, ce patron lyonnais a des ambitions politiques. Il dirige le mouvement « Réussir ». Il s'est dit que gérer la France ou les autos miniatures, c'est un peu la même chose. Il déborde d'idées. Il pense qu'il faudrait

faire « payer des impôts aux sociétés capitalistes qui ne font pas de bénéfices ». Il estime qu'il ne faut « surtout pas aider la création d'entreprises » et qu'il « faut travailler plus, 43 heures par semaine, et non 35 ».

Les politiciens qui défendent les intérêts des capitalistes aiment bien emballer la marchandise avec un brin de démagogie, qui ne coûte pas cher mais qui peut rapporter gros. Mais avec les patrons en direct, bonjour les nuances : c'est le franc-parler d'un... exploitateur.

Le baron chez l'abbé Pierre ?

Pour ceux qui se demanderaient encore comment Creusot-Loire en est arrivé à la liquidation de biens et toutes ses conséquences, il leur suffisait de lire les comptes de la Bourse la semaine dernière.

L'action de Creusot-Loire s'achetait 0,90 F, soit l'équivalent de 2,05 m de papier hygiénique (et encore, ça dépend de la qualité), alors qu'à leur émission elles avaient été vendues 100 F. Les pertes seront donc importantes pour les actionnaires de l'entreprise, et surtout pour les petits, qui représentent 40 % de la valeur des titres en circulation.

Quant au plus gros actionnaire de Creusot-Loire, c'est-à-dire Schneider, tout va bien pour lui, merci ! Ses actions se sont arrachées en fin de semaine dernière, après avoir augmenté de 35,5 %.

Ce ne sera donc pas demain que le baron Empain viendra grossir les rangs des nouveaux pauvres.

Une leçon pour le gouvernement

Chez Maxim's, le réveillon était à 1.500 F, la bouteille de champagne à 900 F.

Alors, vous voyez bien qu'il y en a qui savent faire payer les riches.

C'est tout bonus

Un fameux cru, l'année 1984, pour les compagnies d'assurances ! La valeur de leurs titres a augmenté de 62 %. Du rarement vu.

Le malus des uns fait le bonus des autres.

Défense de crêcher

Depuis quelques mois, dans les crèches des Hauts-de-Seine, on n'accepte plus que du bout des lèvres les gosses de chômeurs. Si les deux parents sont au chômage, c'est le refus. Si un seul l'est, ça marche... pour trois mois. Sinon, on affiche complet. Le moutard peut toujours aller crêcher dans une étable. Il y en a déjà un que cela a rendu célèbre.

Une histoire à dormir debout

Une firme japonaise vient d'inventer un bandeau serre-tête muni d'un boîtier-alarme destiné à stimuler le zèle des écoliers somnolents.

Dès que la tête de l'écolier s'incline à 60 degrés, un sifflement le réveille et le ramène à ses chères études.

Le bandeau porte, paraît-il, l'inscription « Vaincre absolument »... Vaincre le sommeil, peut-être. Mais l'ennui ?

Les patrons ont bien assez à penser avec les profits !

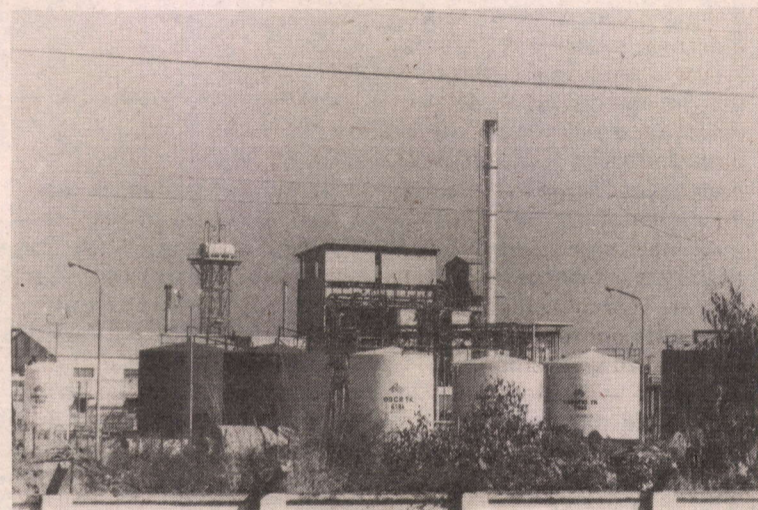
Selon les déclarations du président de la commission d'enquête chargée d'examiner les causes de la catastrophe de Bhopal, la chape de ciment chargée de protéger les cuves d'isocyanate de méthyle, dans l'usine de l'Union Carbide, était fissurée. C'est l'eau de pluie, en s'infiltrant, qui a provoqué une violente réaction chimique et la naissance d'un nuage de gaz qui, en quelques heures, allait conduire plus de deux mille cinq cents personnes à la mort.

La cuve a été arrachée du sol par la violence de la réaction chimique, le bouclier de béton protecteur et les valves de sécurité ne résistant pas plus à cette pression.

On a appris également que le niveau de contrôle du liquide ne fonctionnait pas, un

système de neutralisation par la soude caustique n'étant pas en position de service. Enfin, le système de refroidissement de la cuve était inefficace.

Ces informations sont accablantes et montrent bien la négligence coupable des responsables de l'Union Carbide. Mais Warren Anderson, le grand patron de l'Union Carbide, n'est pour le moment aucunement inquiet. Il peut vaquer à ses occupations habituelles. En ce moment, sur son agenda, beaucoup de temps est consacré à discuter avec ses avocats, qui déploient toute leur énergie à faire baisser le montant des indemnités à verser aux victimes. Un problème à suivre de près, estime Warren Anderson. Il sait bien, lui, à quel faible prix estimer la peau d'un Indien.



L'aide au Tiers Monde : tout un symbole

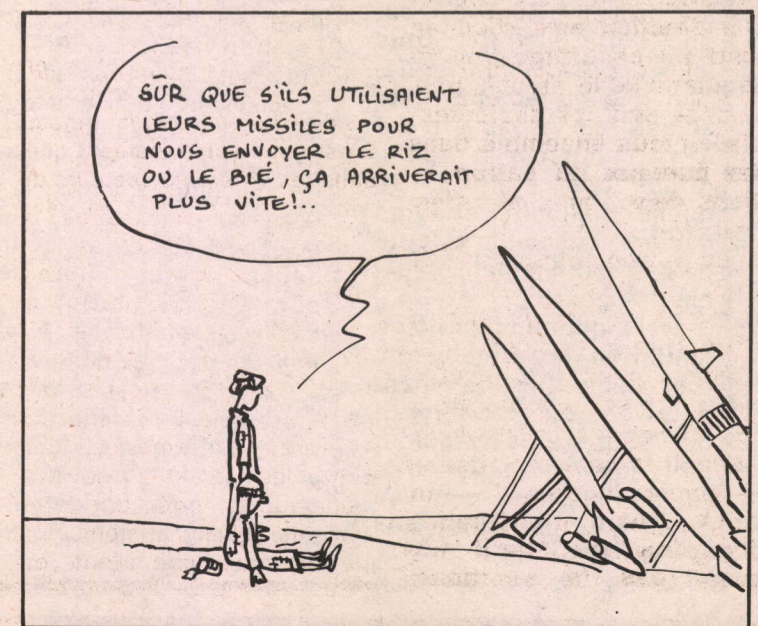
Un rapport de la Cour des Comptes du Marché commun révèle les conditions scandaleuses dans lesquelles s'effectue l'aide alimentaire que la CEE est censée fournir aux pays du Tiers Monde.

D'abord cette « aide » arrive à destination plusieurs mois après avoir été décidée. C'est le cas en particulier pour le lait en poudre. Pour les céréales, le délai est de sept mois. C'est ainsi que l'Ethiopie, déjà touchée par la sécheresse en 1983, n'a reçu que la moitié des

40 000 tonnes de céréales promises par la CEE.

D'autre part, les produits envoyés se dégradent et arrivent avariés : une cargaison de farine partie de Belgique en mars 1982 arriva à Djibouti en novembre 1982 ; le ministère de la Santé la déclara impropre à la consommation. Elle fut finalement déchargée au Kenya en mars 1983 pour être revendue au Zaïre en décembre 1983 !

Ah ! s'il avait pu s'agir d'armes : voilà au moins un produit inaltérable et pour lequel on tient les délais !



Gattaz renvoie la balle dans le camp du gouvernement

Prenant le temps de la réflexion — puisqu'il ne lui a pas fallu moins de deux semaines pour concocter une réponse — Gattaz, le président du CNPF, a déclaré, après que l'ensemble des centrales syndicales eurent refusé de signer l'accord sur la « flexibilité de l'emploi », qu'il ne renégocierait pas ce protocole d'accord.

Cette ostentation d'intransigeance a surpris certains milieux patronaux (l'UIMM en particulier) et pris à revers les confédérations syndicales comme FO, qui souhaitait discuter d'une nouvelle négociation.

En fait le président du CNPF a fait un choix politique. Devant le refus des centrales syndicales de signer le protocole proposé, il renvoie la suite des opérations au gouvernement. « L'Etat doit aujourd'hui prendre ses responsabilités » ; « Le gouvernement est obligé d'intervenir », dit-il.

Autrement dit, pour Gattaz, c'est au gouvernement de prendre des mesures que les syndicats ont refusé d'accepter. C'est au gouvernement — socialiste — de faire passer dans la législation des mesures qui accroissent l'autorité

et le pouvoir patronaux et reviennent sur des protections acquises.

Car sous les grandes déclarations hypocrites de Gattaz sur les chômeurs, « *grands perdants de l'échec de cette négociation* », il n'y a que la volonté patronale d'ajuster les horaires aux aléas de la production, sans créer un emploi supplémentaire, en se débarrassant d'une législation qui, en fixant un horaire de travail mensuel, protège quelque peu les salariés contre l'arbitraire patronal.

C'était cela qu'il y avait dans l'accord sur la flexibilité, un accord que les syndicats ont fini par refuser de signer, sous l'impulsion d'une CGT qui tient à se montrer d'autant plus ferme qu'elle doit faire oublier les trois années d'inactivité complice, quand le PCF était au gouvernement. Et, bon gré mal gré, les autres centrales se sont alignées, malgré le désir de FO de mener une politique contractuelle, malgré les déclarations de Maire sur la modernisation nécessaire de l'économie. Elles se sont alignées sur la CGT. Et aujourd'hui Gattaz veut le leur faire payer, en refusant

toute re-négociation, au moins à l'échelle nationale.

Quant au gouvernement Fabius, ici mis en cause, il n'est pas pressé d'assumer le rôle que voudrait lui voir jouer Gattaz. Il préférerait, et de loin, que les syndicats signent l'accord et encaissent l'impopularité auprès des travailleurs.

Gattaz, tout comme les patrons de Talbot, Citroën en leur temps, veut engager le gouvernement dans cette affaire difficilement acceptable pour les travailleurs. Le gouvernement socialiste, comme les centrales syndicales, CGT comprise, ne tient pas à endosser l'impopularité de mesures qu'il juge sans doute inéluctables. Il va donc, comme les centrales syndicales, essayer de gagner du temps, de renvoyer la balle dans le camp du patronat ou des confédérations.

C'est un jeu dérisoire mais, dans cette société de crise, si les travailleurs n'interviennent pas eux-mêmes pour faire entendre leur voix et leurs revendications, ils ne peuvent à la longue qu'être victimes des manœuvres électorales des uns et des autres.

Marianne LAMIRAL

□ SNCF (Ateliers de Nanterre-92)

Un petit coup de colère, ça réchauffe

Aux ateliers SNCF de Nanterre-La-Folie où sont réparés les rames de banlieue, ce n'était pas la joie mardi matin. Des appareils de chauffage étaient en panne et on s'est même aperçu que parfois, tout simplement, il manquait du fuel.

C'est pour cela que vers 9 heures et demie, la CFDT, soutenue par la CGT, mais du bout des lèvres (gercées, sans doute ?), appela à une assemblée générale pour 10 h 30.

250 travailleurs y votèrent les propositions à présenter à la direction (en particulier, mettre le chauffage plus tôt le matin et le laisser plus tard le soir) et décidèrent d'aller tous ensemble dans les bureaux du patron — tiens donc, bien chauffés, ceux-là !

Le patron fut bien obligé de s'expliquer devant tout le monde. Acceptant que le chauffage fonctionne comme nous le demandions, il s'est même excusé du manque d'approvisionnement en fuel et a précisé — encore heureux ! — au bout d'une demi-heure d'explications, qu'il n'y aurait pas de sanctions.

L'affaire a sans doute désengourdi la direction puisque le lendemain, dès qu'il a été signalé que l'atelier du Petit Bobinage

n'était plus chauffé, on a vu arriver un maximum de chauffages d'appoint pour faire face.

Correspondant LO

□ Ets GINOUX-Reliure (Montrouge)

Comment faire monter la température

Aux Etablissements Ginoux, du nom du propriétaire, maire de Montrouge, qui se fait appeler « M. le Vicomte », on a des installations presque aussi dépassées que les titres de noblesse.

Résultat : lundi matin, en arrivant au travail, c'était le froid glacial jusqu'à l'intérieur. C'est donc spontanément que, dans les différents secteurs de l'entreprise, qui compte environ 140 travailleurs, nous avons refusé de travailler dans de telles conditions : « Pas de chauffage, pas de production ».

Et quand des représentants de la direction se sont mis à expliquer qu'on n'avait pas prévu les quantités de fuel nécessaires pour chauffer après le week-end, nombreux parmi nous pensaient ou

disaient que « en ce qui concerne la production, la direction sait prévoir ».

Et puis tout le monde sait bien que, dans le bureau du directeur, là, la température est correcte. Pas comme certains ateliers, où il y a des fuites quand il pleut, tellement c'est étanche. A la Pliure notamment, où c'est de la tôle, il ne faisait, même avec le chauffage, que 7° mardi encore.

Alors lundi, on a attendu deux heures, et quand on a estimé que ça chauffait décemment, on a commencé le travail. On avait bien le sentiment d'avoir obtenu gain de cause par l'action collective.

Cela fait des années qu'il n'y avait eu un tel mouvement. La très grande majorité du personnel a fait grève. Du coup, c'est l'ambiance aussi qui était réchauffée !

Si la direction de la Régie n'a pas recours pour le moment aux licenciements collectifs dont il est tant question, cela ne l'empêche pas de se débarrasser de travailleurs à chaque fois que l'occasion se présente.

Mardi 8 janvier, un débrayage de 50 travailleurs s'est produit dans un secteur de chaîne du département 74 dans l'île Seguin, afin de protester contre le licenciement d'un travailleur du secteur (ouvrier qui a près de 15 ans d'ancienneté et qui est père de 5 enfants). Le motif du licenciement est : « non-respect du règlement intérieur ». Concrètement, ce travailleur aurait été vu par des gardiens dans un groupe de personnes qui jouaient aux cartes, cela pendant la pause. Et bien sûr, la direction affirme qu'il s'agissait de jeu d'argent, le gardien ayant vu l'une des personnes avec de l'argent dans la main, pas celle qui est licenciée, d'ailleurs.

De présomptions bien légères, la direction a vite fait de passer aux conclusions. La justice est expéditive chez

Renault, et il n'est tenu compte que d'une sorte de témoignages : ceux des gardiens, qui ont d'ailleurs oublié d'écrire dans leur rapport qu'ils avaient brutalisé le travailleur.

La direction refait jouer à ses gardiens un rôle de gardes-chiourme qu'ils avaient un peu abandonné depuis quelque temps : les rondes se multiplient, les interdits sont précisés (alcool, jeux, etc.), le règlement intérieur est affiché en grand un peu partout dans l'usine, les fouilles aux portes réapparaissent. En gros, la discipline se resserre.

Mais, plutôt que d'un problème de morale, c'est de réduction d'effectif et de politique visant à faire peur et à faire se tenir tranquilles les travailleurs qu'il s'agit.

Car, question morale, la direction n'a guère de leçons à donner ; l'affaire du café colombien n'est pas très loin. Quant aux jeux d'argent, la Régie en connaît un rayon. Et elle a d'ailleurs pris de si gros risques, dans le cadre de la concurrence, qu'elle ne sait plus où sont passés ses milliards. Correspondant LO

□ SAFT-Bordeaux

Un licenciement qui ne passe pas tout seul

Le début de l'année a commencé à l'usine par le licenciement d'un OS. Le patron, sur simple déclaration d'un gardien, l'accuse d'avoir commis une tentative de vol avec effraction le dimanche 9 décembre vers 21 heures.

Or cet ouvrier nie toute responsabilité dans cette histoire. Il regardait à ce moment-là la télévision avec sa femme et sa fille. Tout son atelier décida de débrayer pour aller chercher des preuves supplémentaires. Une trentaine de personnes accompagnèrent l'ouvrier à l'entretien préalable avec le patron. Ce dernier refusa de répondre aux questions et aux doutes exprimés par l'assistance. Par exemple, le fait que le gardien n'aurait pas remarqué que l'éventuel voleur portait des lunettes. Or l'accusé est myope. Sans lunettes, il ne peut voir à plus de deux mètres... Et il aurait, aux dires de la direction, couru derrière un atelier encombré, escaladé un grand portail, tout cela la nuit !

Le patron ne voulut rien savoir et licencia pendant les congés cet ouvrier. Mais les travailleurs ne jugèrent pas l'affaire classée. Le mercredi de la reprise du travail, tous les syndicats de l'usine appelèrent à un débrayage. Et pendant toute l'après-midi, 160 personnes envahirent le bureau du

patron. Aussi, le lendemain, c'est tout son atelier qui alla le chercher à l'entrée de l'usine pour l'accompagner à son poste de travail. La direction menaça aussitôt d'envoyer un huissier si ce camarade ne « vidait pas les lieux ». A l'arrivée de l'huissier, en cinq minutes, près de 100 personnes, venant d'un peu partout, entouraient le chef du personnel et l'huissier. Ce dernier fit tout pour se montrer sympathique, d'autant plus que le chef du personnel était blanc comme un linge. Le vendredi, un comité de soutien de 15 membres était élu, appuyé par l'ensemble des syndicats, CGT, CFDT, et FO de l'usine, avec pour rôle de diriger et d'organiser l'action. Aussi, dès lundi, une quinzaine des membres du comité de soutien diffusa un tract adressé à l'ensemble de l'usine, dans le froid et la neige !

La presse, FR3 et les radios locales parlèrent de l'événement. En attendant, tous les jours, notre camarade rentre à l'usine sans problèmes, puisque la direction a décidé de laisser faire. Plainte a été déposée pour licenciement abusif et jusqu'au 12 février, jour du procès, le comité de soutien organise l'action par des lettres au gouvernement, aux ministres, à la presse, au P-DG de la CGE, etc. Affaire à suivre.

Correspondant LO

□ CREUSOT-LOIRE
(Saint-Chamond, Loire)

Débrayage et manifestation contre les licenciements

Vendredi 4 janvier, les syndicats CGT et CFDT des usines Creusot-Loire de Saint-Chamond appelaient les travailleurs à deux heures de débrayage pour protester contre les licenciements touchant une partie d'entre eux.

C'est le veille qu'était tombée la nouvelle : 90 licenciements à l'usine Pinguely (grues et engins de levage), située dans une commune limitrophe de Saint-Chamond, usine où sont actuellement employées 260 personnes. A Saint-Chamond même, les travailleurs des deux secteurs de l'usine (MS-armement et Clecim, matériel pour usines sidérurgiques) n'étaient pas menacés de suppressions d'emplois. Mais c'était en partie l'inverse qui se produisait car, depuis quelques mois, environ 50 travailleurs de Pinguely avaient été prêtés à l'atelier VAB (véhicules blindés) qui dépend de MS-Armement et une dizaine à Clecim, le travail pressant dans ces deux unités. Après avoir reçu

force ordres et contre-ordres à propos de la fin de leur séjour à Saint-Chamond, les travailleurs de Pinguely apprenaient jeudi 3 qu'ils devaient revenir le lundi 7 à leur usine pour y être licenciés.

La réaction des intéressés eux-mêmes ne fut pas la colère. Certains pensaient peut-être que c'était une manœuvre de plus et qu'ils pouvaient espérer quelque chose. Cependant, une bonne partie participait vendredi au débrayage, pour l'ensemble Creusot-Loire Saint-Chamond et Pinguely. On compte 20 à 25 % de grévistes.

Ce n'était certes pas massif, mais les 200 présents à l'assemblée générale étaient parfaitement conscients de l'absurdité d'une situation où l'on va retirer 50 ou 60 travailleurs de Saint-Chamond pour les licencier, alors que le travail y déborde. Et cela d'autant plus que même la direction locale du VAB a déclaré ne pas être sûre de trouver parmi des intérimaires des gens ayant la qualification

voulue. Dans certains secteurs de Clecim, il était fortement envisagé de faire travailler les ouvriers 41 h. au lieu de 39 h. hebdomadaires.

C'est cette logique cynique que les travailleurs présents dénonçaient. Ils sont allés ensemble le dire aux directions des deux secteurs de Saint-Chamond, pas trop contentes de cette visite. Après ces « entretiens » bien vivants, une partie des grévistes alla manifester devant le commissariat de police, barrant par la même occasion l'autoroute Saint-Etienne-Lyon.

Les travailleurs de Pinguely trouveront-ils le chemin de la lutte ? C'est leur seule chance de ne pas être les laissés-pour-compte des manœuvres des dirigeants des trusts. Ils ont à leurs côtés des travailleurs qui subissent de fortes charges de travail et ne sont pas tellement contents d'avoir comme perspective de boucher les trous des dizaines de départs des compagnons de Pinguely.

Correspondant L.O.

Flexibilité mode patronale à la Thomson-GSF

Un travailleur de la GSF qui assure l'entretien des espaces verts à l'entreprise depuis un an et demi, pour 3 400 F net par mois, vient de recevoir une lettre de licenciement. Motif : « la modification des prestations de services sur le chantier Thomson-Gennevilliers ». C'est-à-dire, en clair, que, Thomson ayant décidé de moins payer GSF, GSF réduit ses frais de personnel en licenciant un jardinier.

Après la baisse de 500 F sur le salaire des femmes de ménage de DTC, les trusts Thomson et GSF-Concorde continuent donc à s'en prendre brutalement aux travailleurs.

C'est entre autres ça que les patrons appellent « la flexibilité » ! Alors, attention au retour de bâton.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Gennevilliers (Hauts-de-Seine)



Non au licenciement !

Lors des débrayages contre le licenciement d'un camarade de la réception, le directeur avait laissé entrevoir la possibilité de l'annuler. Il y avait, c'est vrai, plus de 300 personnes à sa porte.

Mais après s'être sauvé dans les couloirs pour échapper aux grévistes, il a attendu les fêtes pour annoncer vendredi, à une heure de la sortie, qu'il maintenait le licenciement.

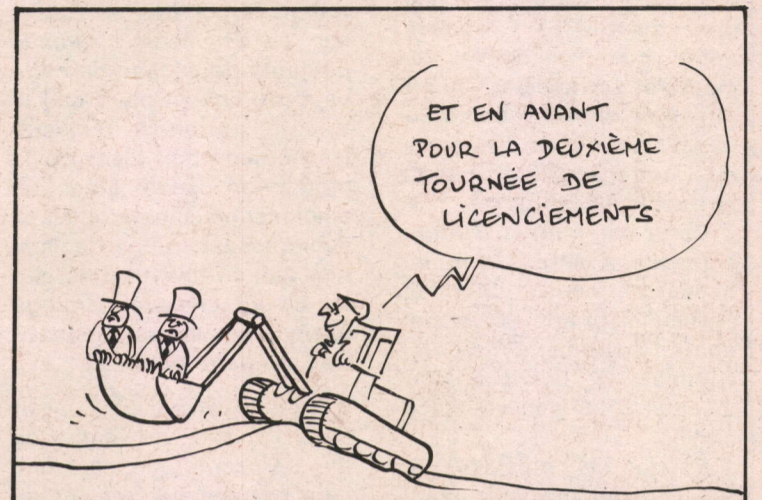
Vous, vous trouvez ça peu reluisant et même plutôt minable. Mais dans son milieu, on trouve ça super et lui se considère comme un grand patron.

Alors, puisqu'on est revenu au point de départ et qu'il n'y a pas de fêtes à l'horizon, il ne reste plus qu'à remettre ça.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Bagneux (Hauts-de-Seine).

□ BENNES MARREL
(Corbeil-Essonne)

158 licenciements



Aux Benne Marrel à Corbeil-Essonne, 158 licenciements ont été annoncés fin novembre.

L'entreprise appartient au trust américain Whitaker. Elle fabrique des benne basculantes pour les camions et des grues. 450 ouvriers y travaillent.

Depuis 14 mois, le chômage technique réduit les horaires de travail à 30 heures par semaine et les payes pour un P1 à environ 4 500 F net. Sacrifice que les travailleurs de l'usine avaient accepté, pensant ainsi préserver leur emploi. Mais il n'en est rien, puisque 158 personnes vont être licenciées. D'ailleurs, le patron s'est servi de cette période de chômage technique qui n'en finissait plus pour demander les licenciements économiques. Dans le même temps, il faisait faire une partie de la production par des entreprises sous-traitantes.

La politique du trust aboutit de fait à liquider

petit à petit l'usine de Corbeil ; aucun investissement n'a été fait pour moderniser l'entreprise : certaines machines datent de 1920.

Face aux problèmes que posent les licenciements, la direction générale qui se trouve à Saint-Etienne se lave les mains. Elle renvoie les ouvriers devant le directeur de Corbeil, qui oppose, lui, un refus catégorique à toutes les propositions des syndicats.

Des actions ont été faites par la CGT et la CFDT — manifestations, débrayages, blocage des portes de l'usine pendant quelques heures.

Mais la direction a d'ores et déjà annoncé les noms des délégués qui seraient licenciés, quand l'inspection du travail aura donné son accord.

Les travailleurs considèrent, eux, que la gestion de la direction de Corbeil est irresponsable et que c'est le directeur et non pas les ouvriers qu'il faut licencier.

Inqualifiable

Sur la plate-forme RC de DVE, c'est la panique : il y a tellement de boulot que les chefs font appel aux volontaires du samedi.

Et pendant ce temps-là, la direction continue de demander le licenciement de deux techniciens en

stage qui travaillaient sur cette plate-forme.

Après les sureffectifs, IP surtravail, pour des sous-salaires. Et vive la crise !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

Tuc = Toc

L'arrivée à la RATP de 2 000 jeunes dans le cadre des TUC (travaux d'utilité collective) est en préparation.

Ces jeunes seront payés au rabais pour faire le même boulot que nous.

En fait, derrière ces

grands mots se cache un gros cadeau pour tous les patrons.

Alors, puisqu'il y a du boulot pour 2 000 personnes, qu'elle les embauche... Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - RATP - Réseau Ferré

□ RENAULT Billancourt

Après le refus des syndicats
de signer l'accord cadre,

L'inquiétude demeure dans les ateliers...

A la Régie Renault non plus, les syndicats n'ont pas signé « l'accord cadre » sur l'emploi proposé par la direction. C'est à peu près en même temps que se discutait, au niveau national, l'accord sur la flexibilité entre les confédérations et le CNPF et, chez Renault, l'accord-cadre sur la mobilité. Dans les deux cas la CGT a pris l'initiative de la non-signature, et les autres centrales ont suivi.

Chez Renault, la Régie proposait un plan d'ajustement des effectifs, qui était destiné en principe à résoudre la quadrature du cercle : supprimer 15 000 postes sans licencier... du moins au début. Le dispositif reposait sur trois solutions : premièrement des départs FNE, deuxièmement des départs ONI (aide au retour des travailleurs immigrés par l'Office National de l'Immigration), troisièmement — et c'est le plus important — une période de stage de plusieurs mois, à la fin de laquelle la direction proposerait trois postes dans le groupe Renault ou à l'extérieur ; en cas de refus des postes proposés, le salarié se retrouverait à la disposition du Personnel, c'est-à-dire, en clair, licencié.

La direction de la Régie avait fixé une date limite pour la signature : le 21 décembre 1984. En cas de signature, l'accord prendrait effet immédiatement.

Très vite, la CGT reproduisait sous forme de tract les grandes lignes de l'accord et annonçait qu'elle prendrait position et soumettrait cette position à une consultation de tout le personnel. La CFDT reproduisait elle aussi par tract le contenu de l'accord, mais ne se prononçait pas.

La position de la CGT fut très vite connue : pas question de signer cet accord, qui ne comportait pas un « volet industriel » suffisant. Les travailleurs consultés approuvaient à une large majorité ce refus. La CFDT dut tenir compte de l'attitude de la CGT, de celle des travailleurs, et... du refus de sa propre base. Elle non plus ne signait pas.

On en est là chez Renault aujourd'hui. Et la question que bien des travailleurs se posent est la suivante : que va faire maintenant la direction ? A-t-elle l'intention d'appliquer l'accord, malgré le refus des syndicats ? Comment éviter les licenciements que l'on voit poindre de toute façon au bout de cet accord ?

En fait, toute une partie au moins de l'accord est déjà engagée dans la réalité.

Les départs FNE sont programmés ; déjà des travailleurs sont partis. L'ONI est en route.

Et quant à la mobilité géographique, c'est déjà en pratique.

Ainsi au département 14, secteur des moteurs de R4 qui doit disparaître d'ici le début 1986, la direction a mis en

place, dès novembre, un service psychologique qui a pour but de faire un test de potentialité !

Une psychologue est en permanence dans le département. Tous les travailleurs sont convoqués un par un.

Une des premières questions posées : est-ce que, dans le cadre de l'arrêt de la fabrication, vous accepteriez d'aller à Cléon, Douai, Flins, Bure, etc. ? Ensuite, enquête sur notre façon de vivre. Finalement quelques opérations manuelles.

Inutile de dire que ce type de questions n'a pas retiré les craintes qu'ont les travailleurs, en particulier ceux du département 14.

Les ouvriers sentent bien que la direction prépare un coup qui n'a rien de bon pour eux.

Cela dit, la direction y va sur la pointe des pieds. Elle se souvient des réactions des ouvriers en octobre dernier.

Car en fin de compte, le problème de la direction est là : quelles seront les réactions des travailleurs ? Il est sûr que, si nous n'avions pas réagi en octobre, la direction aurait essayé de diminuer les effectifs de façon plus brutale. Aujourd'hui, devant le refus

des syndicats et la méfiance des travailleurs, la direction navigue prudemment. Mais le gouvernement presse. Par la voix d'Edith Cresson, il promet de l'argent à la direction si elle diminue les effectifs et il souligne l'exemple de la direction de Peugeot qui, elle, a su licencier.

Côté travailleurs, l'annonce des 9 milliards de pertes ne renforce pas le moral.

Mais d'un autre côté, si la direction affirme qu'elle appliquera les termes principaux de son accord resté en plan, jusqu'à maintenant elle n'atta-

que pas de front. Son problème reste, compte tenu qu'elle a décidé de ne pas embaucher : comment convaincre les travailleurs d'aller à Mans, à Douai, lorsqu'on est à Flins, Sandouville, Cléon ou Billancourt ?

Les fameuses « aides à la mobilité » suffiront peut-être, mais les travailleurs de la Régie n'ont pas envie de déménager tous les deux ans pour suivre les aléas de la production. Car chacun se rend compte que le choix entre licenciement et mobilité est un choix de dupe.

... et dans les bureaux

En quelques mois, de nombreux postes ont été supprimés dans les bureaux. Certaines directions semblent plus concernées que d'autres par cette diminution des effectifs. A la direction financière par exemple, plusieurs postes de secrétariat ont été supprimés au fil des mois ; les employées étant souvent mutées dans d'autres directions ; et également des postes de comptables, ces travailleurs étant mutés dans des secteurs de la même direction, qui « embauchent » par mutations internes.

Il faut dire qu'à la direction financière la mobilité est à l'ordre du jour depuis plus d'un an. Il y a longtemps que la hiérarchie incite les gens, employés et petits cadres, à être prêts à bouger. Et il n'y a guère que les employés qui insistent pour partir qui, eux, se retrouvent rivaux à leur poste !

Un exemple parmi bien d'autres : dans un des services de cette direction, à Billancourt, une employée a été avertie avant Noël « qu'à la rentrée, elle travaillerait aux douanes, à Issy-les-Moulineaux ». Pas de problème, cela lui convenait. Mais début janvier, une de ses collègues apprenait qu'elle occuperait désormais le poste de la partante, et là, c'était à prendre ou à laisser.

Cette instabilité crée pas mal d'inquiétude et, d'une façon générale, les gens à qui l'on annonce leur mutation ont tendance à accepter assez vite un nouveau poste : ce n'est pas le moment, pensent-ils, de rester assis entre deux chaises. Mais dans certains cas, les propositions de la direction sont telles que les gens refusent. A une employée qui travaillait et habitait dans l'ouest de Paris, on a proposé un poste à Saint-Ouen ou Porte-de-Pantin.

Tous ces gens en attente de mutation, ceux que l'on fait partir ou qui ont demandé à partir, se font du mouron en ce moment, se demandant s'ils seront finalement « recasés », et comment. Et une partie de la hiérarchie ne se prive pas d'entretenir ce climat, en répétant que « ça va mal » et qu'il va falloir modifier nos habitudes.

Cela dit, ce qui fait l'unanimité en ce moment, ce n'est pas la crainte des licenciements. La plupart des gens ne se sentent pas directement menacés par le plan de mobilité de la Régie. Non, ce qui est au centre des discussions, c'est l'absence de rallonges individuelles cette année. Et là dessus, tout le monde est bien d'accord : en 1984, on a été sacrément perdants !

Correspondant L.O.



L'insolence du fric

□ Ça y est, le Paris-Dakar est entré dans le désert. Et les chiens eurent beau aboyer, la caravane de la princesse Caroline n'est pas passée : au bout de 20 minutes, vendredi 4 janvier, entre Ouargla et El Goléa, le 15 tonnes princier s'est échoué sur une bande de sable qui n'avait rien d'une plage. La même étape fut fatale à Michel Sardou : sa Lada lui a fait faux bond ! Rideau donc, pour ces privilégiés amateurs de désert.

Mais le rallye continue, avec ses quelque 500 équipages — près de 1 500 personnes —, son intendance, ses journalistes et ses médecins. Ceux-ci, ils sont une trentaine, disposent du matériel le plus moderne. Un matériel informatique, par exemple, leur permet de rassembler, le cas échéant, tous les renseignements utiles concernant n'importe quel concurrent. Sans compter les possibilités d'évacuation rapide vers les hôpitaux français.

Après l'Algérie, ce seront le Niger, le Mali, la Mauritanie, qui sont parmi les pays les plus déshérités du monde. Et enfin le Sénégal.

Dans ce pays, il y a entre 2 et 8 médecins pour 100 000 habitants. Evidemment, pour des populations décimées par la famine, les épidémies, ces chiffres, comparés à ceux du Paris-Dakar (un médecin pour 50 participants), laissent rêveur.

Bien sûr, ça n'est pas comparable.

Bien sûr, le Paris-Dakar, c'est spécial ; c'est une course dangereuse, risquée. Mais à tout prendre, il est sûrement bien moins risqué de prendre part à cette course-vedette que de naître dans n'importe lequel des pays africains qu'elle traverse ! Et bien sûr, un médecin pour 50, même dans un pays riche, c'est du luxe (en France, il y a deux médecins pour 1 000 habitants). Mais c'est bien ça qui fait du Paris-Dakar une excursion des riches dans les pays des pauvres.



□ ALGÉRIE

L'impérialisme français bien présent

Le gouvernement algérien a fait mine, pendant les quelques semaines qui ont précédé le départ du rallye, de vouloir refuser la traversée de son territoire aux concurrents. Indignation et suspense pour ceux-ci et pour l'organisateur, Thierry Sabine. Après tout pourtant, le gouvernement algérien cherchait sans doute, outre à affirmer sa souveraineté sur « son » territoire national, à marchander au mieux le « privilège » de fournir environ 2 500 km de trajet sur les quelques 10 000 que compte le rallye. Et pourquoi pas, en effet ?

Cela reste cependant un créneau de marchandage bien mince ! Et si, avec son pétrole et son gaz naturel, l'Algérie peut sembler relativement bien pourvue en Afrique, cette même richesse naturelle signe sa dépendance envers les pays impérialistes. Aujourd'hui, l'Algérie dépend pour 97 % de ses revenus de ses hydrocarbures, et elle est contrainte de consacrer le tiers ou le quart (suivant les années) de ces recettes à l'achat à l'étranger de denrées alimentaires... au prix où elle les trouve.

Les dirigeants du FLN ont choisi de donner la priorité absolue à l'industrie lourde,

et cela n'a pu se faire qu'au détriment de l'agriculture. Ce qui s'est accompagné d'un exode rural massif. Près de la moitié d'une population qui a doublé depuis l'indépendance vit maintenant dans les villes, Alger avant tout. Aux problèmes de la pénurie alimentaire s'ajoutent ceux de la pénurie de logements, avec tous les trafics, toutes les iniquités, toute la corruption, qui accompagnent ce type de situation.

La France reste le premier client et le premier fournisseur de l'Algérie bien que l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis se soient taillé depuis l'indépendance une bonne part dans le gâteau. Et l'Algérie intéresse le patronat français au moins autant que Thierry Sabine.

Si l'on en croit l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (24 octobre 1984), « du métro d'Alger à la refonte de l'infrastructure ferroviaire, les deux pays sont en passe de fonctionner en symbiose dans des secteurs de plus en plus vastes ». Vous avez dit « symbiose » ? En l'occurrence, on voit plutôt l'un, le patronat français, nourrir ses profits aux dépens de l'autre !



□ NIGER

Arachide, ne nourrissent

Les chroniqueurs de la radio ou de la télévision ne passent pas une journée sans souligner le mauvais état des pistes, qui rendrait bien difficile le sort des concurrents du Paris-Dakar. Ils seraient mieux venus de souligner que le mauvais état des moyens de communication affecte en premier lieu les Africains eux-mêmes.

C'est le cas du Niger, que traversent actuellement les concurrents du rallye. En effet, le Niger est très handicapé par le manque de moyens de communication modernes. Il faut dire qu'à l'indépendance, en 1960, ce

pays deux fois plus grand que la France ne comptait en tout et pour tout que 70 km de bitume, legs de la présence coloniale française.

L'impérialisme français a façonné l'économie : en 1930, il imposait la production à outrance d'arachides, au détriment des cultures vivrières, puis à partir de 1956 il mit l'accent sur le coton.

Situé dans la bande du Sahel, le Niger n'a pas échappé aux ravages causés par les vagues de sécheresse et la croissance de la désertification. Pour



MAURITANIE

Du fer, mais pas de pain...

Le 16 janvier, la course atteindra la Mauritanie. Elle fera dans ce pays un crochet de plus de 1 000 kilomètres.

Depuis plus de dix ans, la Mauritanie connaît une situation catastrophique. A peu près deux fois grande comme la France, mais constituée pour l'essentiel de régions désertiques, la Mauritanie est, avec moins de deux millions d'habitants, le moins peuplé des cinq Etats de la zone du Sahel.

La grande sécheresse qui a atteint, à partir de 1968, cette région s'est plus ou moins poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Elle s'est traduite par la destruction de l'économie traditionnelle, fondée sur l'élevage et l'agriculture vivrière. Les populations, décimées par

la famine, misérables, ont cherché refuge dans les villes, ou plutôt autour des villes : Nouakchott, la capitale, atteint les 500 000 habitants, avec ses kilomètres de bidonvilles et de tentes de fortune. Et la population y croît au rythme de 15 % par an.

Au moment où la France reconnut l'indépendance de la Mauritanie, en novembre 1960, elle y laissait, en tout et pour tout, 30 km de route bitumée, trois hôpitaux, quelques dispensaires, un seul médecin et quelques infirmières.

Ce n'est qu'au milieu des années 1960, avec la mise en exploitation des mines de fer de Zouérate et des mines de cuivre de Akjout, qu'une activité économique moderne commença à se développer. Mais sous le

contrôle et pour le bénéfice de sociétés européennes, qui furent nationalisées en 1974 et 1975, sans que cela change grand-chose pour la population.

Depuis lors, la crise économique mondiale s'est traduite par la baisse des cours et l'effondrement des exportations du minerai de fer.

Aux effets de la crise économique mondiale se sont ajoutés ceux de la guerre du Sahara occidental, entre 1975 et 1979, avec ses destructions, la croissance d'un budget militaire pléthorique et une armée très présente... comme vient de le montrer une fois de plus, le 12 décembre dernier, le coup d'Etat du colonel Ould Taya, coup d'Etat qui est le cinquième depuis 1978.

SENEGAL

« Ici nous devons persuader les gens qu'ils doivent se serrer la ceinture »

Comme au temps de la colonie, le Sénégal dépend toujours pour l'essentiel de l'arachide, quasi-monoculture d'exportation. Cela rapporte des devises, avec lesquelles les privilégiés du régime peuvent notamment importer les produits de luxe qu'ils consomment avec ostentation dans les belles villas de Dakar, tandis que les cultures vivrières comme le mil sont sacrifiées et que les paysans souffrent de périodes de disette de plus en plus longues.

Tous les mécanismes de crédit et les circuits de commercialisation sont à la disposition prioritaire de l'arachide. Les paysans sont pressurés en outre par une foule d'intermédiaires, fonctionnaires du haut en bas de l'appareil de l'Etat,

commerçants, « peseurs » des récoltes, marabouts, et ils sont le plus souvent endettés sans espoir d'en sortir.

En ce mois de janvier 1985, l'arachide ne suffit plus. Les banques occidentales viennent d'accorder au Sénégal un nouveau prêt important : 500 millions de dollars, car le Sénégal est dans un état de faillite non déclaré quasi permanent. Son propre ministre de l'Economie admet que les financements extérieurs constituent la moitié des recettes budgétaires annuelles du pays. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer à Jeune Afrique : « Les Sénégalais ne peuvent plus se permettre de vivre au-dessus de leurs moyens. Il nous faut donc réduire la

consommation... Dans les pays non démocratiques, l'ajustement est brutal, mais il est souvent compromis par des soulèvements populaires. Ici, nous devons persuader les gens qu'ils doivent se serrer la ceinture ».

Dans le même temps, la Casamance est à la mode pour les vacances des riches Occidentaux, et Dakar accueillera le 22 janvier les coûteux jouets mécaniques d'Européens en quête de sensations neuves...

Par ici la monnaie

Pas fou, Thierry Sabine, l'organisateur de la course : les participants doivent payer d'avance leurs frais de participation et, en cas d'abandon, ils ne sont pas remboursés.

De là à déduire que, plus il y a d'abandons, plus les organisateurs empochent, il n'y a qu'un pas, que bien des mauvais esprits franchiront sans faiblir.

Comme, en outre, le plus grand nombre d'abandons se produit, paraît-il, traditionnellement lors des étapes algériennes du parcours (donc dans les premiers jours de l'épreuve), on peut comprendre — comme le Canard enchaîné n'a pas manqué de le faire — pourquoi ces organisateurs se sont tellement démenés pour obtenir le feu vert du gouvernement algérien pour que ces étapes aient bien lieu.

C'est ça, la dure loi du sport.

Quel front !

Dès associations de travailleurs immigrés du pays de Lorient viennent de souhaiter, non sans humour, bonne route à Cadoret, le suppléant de Le Pen dans la circonscription d'Auray. En effet, celui-ci a pris le départ du rallye Paris-Dakar.

Il en a du courage de rouler, en étranger, de l'Algérie au Sénégal ! Ah, s'il pouvait y être

accueilli comme lui-même veut recevoir les immigrés en France, ça lui servirait de leçon.

Mais, pas tout à fait inconscient, pour éviter de tomber en panne en territoire ennemi, il ne prend pas trop de risques : ce « Français d'abord » roule en Mercedes...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Arsenal de Lorient.

Dans le sable

Caroline est triste. Avec son chauffard de mari, elle n'aura finalement connu que... 15 km de piste saharienne. Après s'être pourtant fait transporter de Nice à Alger en jet privé, elle a dû quitter, comme l'écrit le

Journal du Dimanche, « cette Afrique qu'elle voulait tant connaître depuis deux ans »...

Diabole : n'y a-t-il donc, pour la consoler, aucun bac à sable dans les parcs de Monaco ?

MALI

La faim et la dictature

Au début des années 1970, lors de la grande sécheresse et de la famine au Sahel, le Mali fut peut-être le pays le plus touché, même si ces photos insoutenables de sols craquelés, de cadavres d'animaux, d'enfants décharnés, de milliers de morts, que l'on vit alors en Europe, pouvaient venir de bien des points de la zone sahélienne.

Le régime militaire de Moussa Traoré affichait bien des projets ambitieux en vue d'édifier une « économie nationale indépendante ». Mais si les gens au pouvoir et un certain nom-

bre de petits privilégiés qui prospèrent à l'ombre de la dictature en ont retiré des miettes — appréciables, certes, dans la misère générale — le Mali reste complètement, et pour son malheur, dépendant de l'impérialisme. Là aussi, le coton et l'arachide destinés à l'exportation dominent la production agricole.

Et de nouveau, au cours de ces dernières années, des centaines de milliers de personnes ont été atteintes par la sécheresse, en particulier dans ces régions de Gao et de Tombouctou que traverse un grand jeu de riches qui n'en ont cure.

coton, uranium... pas la population

survivre, une partie des habitants ont vendu leurs bras aux pays voisins moins défavorisés, comme le Nigéria ou la Côte-d'Ivoire, du moins tant que ces pays n'ont pas eux-mêmes limité la main-d'œuvre immigrée.

L'exploitation de l'uranium, découvert au début des années 1970, s'est faite d'emblée sous la houlette du Commissariat à l'Energie Atomique français et du trust Péchiney. Pendant quelques années, l'uranium a assuré 50 % des recettes de l'Etat nigérien, lui permettant de ne pas totalement sombrer. Mais les principaux profits se sont

échappés entre les mains de seize compagnies, représentant neuf pays, qui assurent actuellement l'exploitation du gisement.

Le Niger est maintenant tributaire de l'aide internationale (le service de la dette de l'Etat s'est multiplié par 16 depuis 1979), ce qui signifie notamment qu'il doit en passer par les conditions du FMI. Et c'est un régime militaire qui l'impose à la population, régime dont le chef, le général Seyni Kountché, déclare significativement : « Nous avons, certes, une armée de dimension réduite, mais elle est omniprésente »...

LA SNCF A L'HEURE DES REDUCTIONS D'EFFECTIFS

Réductions d'effectifs à grande vitesse

Depuis plusieurs semaines maintenant, c'est ouvertement que la SNCF s'emploie à rogner sur les effectifs. Son plan a été annoncé clairement, lors d'un Comité Central d'Entreprise, en octobre dernier : 5 200 suppressions d'emplois pour 1984, et de 5 000 à 10 000 suppressions par an pour les années à venir ; au total, de 20 000 à 30 000 cheminots en moins d'ici 1988.

Les organisations syndicales ont largement fait état de ces chiffres. Mais jusqu'à présent, pour faire face à ce plan de la direction SNCF et du gouvernement, aucune n'a au moins envisagé la nécessité d'un plan de riposte d'ensemble.

Mais en face, la SNCF dispose de plusieurs atouts qui lui permettent d'espérer réussir ces milliers de suppressions de postes à relativement bon compte, si les cheminots ne réagissent pas.

D'abord, elle a une vieille expérience en matière de réduction d'effectifs. Et aujourd'hui, en période de chômage important, elle ne se prive pas pour argumenter que les réductions d'effectifs préservent la situation individuelle des cheminots, « que leur statut particulier protège contre tout risque de licenciement ». Le président de la SNCF, Chadeau, se vante même de « continuer de recruter — environ 4 000 agents en 1985 —, la diminution des effectifs résultant d'un moindre remplace-

ment des 8 500 à 9 000 départs annuels ». (Lettre de la SNCF, décembre 1984).

LES 1001 MANIÈRES SNCF DE SUPPRIMER DES POSTES

Et puis surtout, l'expérience montre que la SNCF compte sur la diversité des situations locales, ateliers, gares, triages et dépôts étant disséminés à travers tout le réseau, pour tenter de camoufler sa politique générale de réduction d'effectifs sous des variantes locales.

Ainsi par exemple, aux Ateliers de réparation et d'entretien de Paris-Masséna, elle invoque une charge de travail en baisse... dans ses prévisions, pour « graphiquer » un organigramme avec des effectifs en baisse... réelle.

Ailleurs, à la gare de Paris-Austerlitz, c'est pour boucher des trous dus à des effectifs déjà insuffisants que la direction a commencé depuis plusieurs mois de rendre le personnel polyvalent, modifiant les horaires, les roulements, les postes... et profitant de ces chamboulements pour tenter de supprimer en douce quelques postes de plus !

Mieux encore, aux Ateliers de Vitry, on a vu la SNCF retirer carrément du travail dans un secteur, la chaudronnerie, pour justifier des réductions de postes. Elle a ainsi réussi à culpabiliser les cheminots qui, sans travail, ont laissé faire. Après quoi, elle a ramené le travail comme auparavant.

Dans de nombreuses gares, la direction invoque la baisse du trafic voyageurs. « Il n'y a que le TGV qui marche »,

pleure-t-elle. Mais sur la gare de Lyon et le réseau Sud-Est où circule le TGV, on entame les effectifs... sous prétexte que c'est le trafic marchandises qui baisse...

Quant aux innombrables petits chantiers disséminés sur le réseau, la SNCF réorganise et restructure à tour de bras pour, au passage, supprimer dix, cinq ou même un poste chaque fois qu'elle peut.

Ainsi, toutes les occasions lui sont bonnes. Et quand il n'y en a pas, elle en crée une. Même en mai dernier, alors qu'il s'agissait de réorganiser les horaires de certains personnels qui voyaient leur temps de travail passer de 39 à 35 heures, dans plusieurs secteurs la SNCF en a profité pour rogner quelques postes.

DES ARGUMENTS POUR ENDORMIR

Alors, les cheminots ont toutes les raisons de se méfier chaque fois que la SNCF prétend « améliorer » le service d'une manière ou d'une autre. L'argument rabâché depuis plusieurs années de « la baisse du trafic » n'est pas vrai. Si la baisse du trafic marchandises observée de 1979 à 1983 a été une aubaine pour justifier des réductions d'effectifs, il faut se rappeler que pendant 40 ans le trafic n'avait pas cessé d'augmenter, et les effectifs... de diminuer. Et puis aujourd'hui, il n'est même plus vrai que le trafic continue à baisser. Chadeau a donné les chiffres dans la Vie du Rail (5 janvier 1985). En 1984, tous les trafics ont augmenté : les grandes lignes de 3 % (au total cela fait 7,3 % depuis 3 ans), la banlieue de



Toujours moins d'effectifs et plus de travail.

2,3 % ; et même le trafic marchandises, de l'aveu de la SNCF, s'est inversé et a augmenté en 1984 par rapport à 1983. Eh bien, ce travail supplémentaire s'est fait avec 5 200 cheminots de moins. Et la SNCF voudrait continuer en aggravant largement les choses.

Il n'est pas vrai non plus que « la situation individuelle des cheminots n'est pas touchée ». D'une manière ou d'une autre, au bout d'un moment, le travail qui n'est plus fait quelque part est reporté ailleurs. Même le déroulement de carrière, qui peut sembler pour certains un moyen de voir son salaire aug-

menter, est aussi compromis. Sans compter enfin que, les chiffres du chômage s'accroissant, cela contribue à peser à la baisse sur les salaires que direction et gouvernement peuvent imposer.

Mais si les cheminots savent déjouer les manœuvres de la SNCF, s'ils ne se laissent pas abuser par ses appels à « l'effort de tous », ils peuvent trouver les moyens de résister. C'est par-delà les barrières de grades, de filières, les divisions en établissements ou en régions, que les cheminots sont une force.

Hervé MARTIN

DES « PRIVILÉGIÉS » LICENCIÉS

« Le statut des cheminots les garantit contre tout risque de licenciement », répète inlassablement Chadeau, comme pour leur dire : « Vous avez intérêt à accepter la pilule des réductions d'effectifs, parce que vous êtes des privilégiés ». Voire !

Le président de la SNCF ignore-t-il que son entreprise emploie des auxiliaires, des contractuels, à temps complet, à temps partiel ou pour des contrats à durée déterminée, et qu'ils sont 22 000, près d'un travailleur du rail sur 10, à ne pas avoir le fameux « statut » qui protégerait « contre tout risque de licenciement ». Et puis il est tout aussi

mensonger d'affirmer que la SNCF ne licencie pas. Certes, un licenciement à la SNCF apparaît le plus souvent isolé, du fait du cloisonnement des services et de l'étendue géographique.

Mais, selon le dernier bilan social, la SNCF a licencié en 1983 au total 1 700 personnes. Chaque année, elle licencie de 1 000 à 2 000 personnes. Plusieurs centaines d'entre elles pour « motif économique ». Quant au « cadre permanent », il fait même les frais de la plus grande partie de ces licenciements : 968 cheminots au « statut » ont été licenciés en 1983.

Des privilégiés ?

Les réductions d'effectifs : une longue histoire

Il semblerait que la SNCF ait été créée pour réduire les effectifs cheminots. Depuis sa création avec la nationalisation de 1937, préparée par le gouvernement socialiste de Léon Blum, qui a vu la fin des anciennes compagnies privées, la SNCF n'a jamais cessé de réduire ses effectifs. Ceux-ci sont passés de 514 000 en 1938 à 250 000 aujourd'hui, ce qui fait une belle moyenne : 6 000 suppressions d'emplois par an depuis 40 ans !

Et cela s'est produit indifféremment, ou presque, sous tous les gouvernements. C'est déjà avec des effectifs en chute que la « bataille pour la production » est entreprise à la Libération, sous le gouvernement tri-partite où l'on trouve

des ministres PCF, en particulier à la Production industrielle, au Travail et à l'Economie nationale. François Billoux, ex-ministre à ce dernier poste, écrit que « près de 5 000 km de voies ferrées, 2 000 ouvrages d'art, 15 grandes gares de triage sur 19 étaient détruites. 45 grands dépôts de machines sur 92 étaient en ruines ou gravement endommagés. Il restait 2 000 locomotives sur 12 000, 160 000 wagons sur 460 000 » (Quand nous étions ministres). Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'effort alors demandé aux cheminots, comme à tous les travailleurs de l'époque, s'est traduit pour les cheminots par une montée en flèche des horaires de travail : de 1 950 heures de travail en 1938, on

atteint le chiffre record de 2 350 heures en 1947. Pour comparaison, ce chiffre a été de 1 744 heures de travail pour l'année 1983.

Après le départ des ministres communistes, la baisse des effectifs sera l'œuvre partagée des gouvernements à participation socialiste qui se succèdent de 1947 à 1958, puis des gouvernements de droite sous De Gaulle, Pompidou et Giscard. Les premiers établiront d'autres tristes records : 120 000 emplois rayés en 11 ans ! Quant aux suivants, sous l'égide des rapports Nora, Lacarrière, puis Guillaumat, ils parviendront à retirer encore 110 000 emplois de 1958 à 1981. Surtout, ils auront à leur actif la fermeture, à partir de

1966, de 10 000 km de lignes et 2 600 gares.

Mais depuis que la SNCF existe, une chose n'a jamais cessé d'augmenter, c'est le trafic. Il a même pratiquement doublé.

Après le 10 mai 1981, le PC et le PS, qui avaient des années durant dénoncé les plans Nora et Guillaumat des gouvernements de droite, tentèrent de donner le change. L'Humanité du 28/11/81 claironnait en première page : « Accord locomotive à la SNCF : augmentation des effectifs et embauche de 15 000 cheminots ». Et l'accord social fut alors signé par toutes les organisations syndicales.

Mais ce chiffre était truqué. Le bilan social de la SNCF éta-

blit qu'il y eut tout au plus 4 200 emplois créés. S'agissait-il au moins de l'amorce d'un revirement en matière d'effectifs ? Même pas.

Le 11 mai 1983, Fiterman, ministre PCF aux Transports, annonce 1 500 suppressions d'emplois pour 1983... On connaît la suite.

Aujourd'hui, les organisations syndicales et le PCF passent pudiquement sous silence cette première décision prise par Fiterman en guise de deuxième anniversaire du 10 mai 1981. C'est pourtant bel et bien avant son départ du ministère des Transports, et avec l'accord tacite des fédérations syndicales, que la SNCF était à nouveau aiguillée sur les vieux rails des réductions d'effectifs.

H.M.

Le déficit à résorber : un mauvais conte

« Le retour à l'équilibre », « l'apuration du déficit », ce sont les mots magiques de la SNCF et du gouvernement, pour justifier les appels aux cheminots « à poursuivre leur effort ». Le président actuel de la SNCF, Chadeau, va plus loin encore que ses prédécesseurs : « La SNCF est désormais sur une trajectoire de retour progressif à l'équilibre. Le déficit sera réduit de moitié de 1983 à 1985... Nous ne pouvons considérer nos difficultés réglées que lorsque nous serons revenus à l'équilibre et que l'endettement sera stabilisé ». Le bout du tunnel, quoi.

Mais l'équilibre financier du chemin de fer est un mythe : ça n'a jamais existé. Déjà avant la nationalisation de 1937, les grandes compagnies, PLM, Paris-Orléans, Nord, Est, Midi, accumulaient les pertes, et l'Etat les renflouait à coups de milliards, 31 milliards de francs entre 1921 et 1935. Depuis, le déficit n'a plus cessé. Il est pour 1984 de 5,5 milliards de francs, l'endettement cumulé atteignant 70 milliards.

Et c'est la même chose à l'étranger : 13,8 milliards de déficit pour la Bundesbahn allemande et 107 milliards de dettes en 1983 ; les réseaux belges, anglais, américains et japonais sont déficitaires. Et si le réseau italien fait exception,

avec un endettement nul en 1982, c'est que l'Etat a porté là sa contribution à 4 fois le produit du trafic.

DES BANQUIERS QUI ONT ENFANTÉ LE DÉFICIT...

Dès la naissance de la première locomotive, en 1804 en Angleterre, les capitalistes de la grande industrie virent tout le parti qu'ils pouvaient tirer de l'utilisation du train ; par rapport à la traction animale, les vitesses étaient d'un coup multipliées par 10, les charges remorquées par 100. Cela offrait des perspectives mirifiques de baisse de coûts de production, de rotation accélérée du capital. Très vite les grands banquiers, en France les Rothschild, les Fould, les Laffitte, se lancent dans les premières concessions. Mais ils le font en imposant d'emblée, l'essentiel des coûts à la collectivité : les frais d'acquisition des domaines, les travaux de terrassement, les constructions d'ouvrages d'art sont à la charge de l'Etat, les compagnies ne gardant que les charges de superstructures et de matériel roulant.

Très vite aussi, il donnèrent l'habitude à l'Etat de les sub-

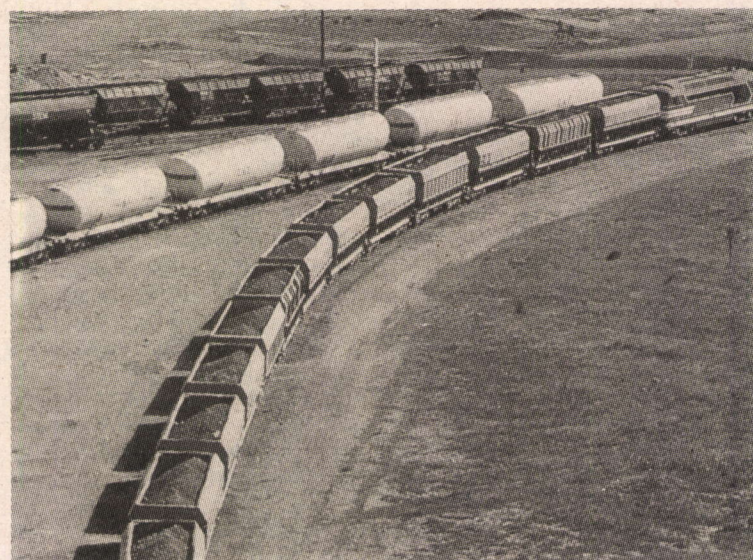
ventionner régulièrement, et plus tard de rembourser les dommages de guerre.

Ainsi l'industrie des chemins de fer s'est d'emblée construite sur une base « déficitaire », un déficit sur le dos de la collectivité, au profit des capitalistes, entrepreneurs ou utilisateurs du rail.

... A L'ETAT QUI LE PERPÉTUE

Si l'Etat voulait sérieusement établir l'équilibre financier, il commencerait par faire payer aux entreprises à prix coûtant le transport des millions de tonnes de produits que le rail assure. Bien au contraire, les industries qui utilisent le rail bénéficient de mille moyens de réduire encore leurs coûts de transport : tarifs préférentiels, redevances versées par la SNCF à ceux qui lui demandent l'installation d'un embranchement ferré particulier (la SNCF a versé à ce titre un demi-milliard de francs en 1980), ristournes à ceux qui chargent un train complet (près d'un milliard de francs en 1980). C'est simple, il y a tant d'accords tarifaires que le tarif « général » n'est quasiment jamais appliqué. Et tout cela est couvert par le « secret commercial ».

Alors, si le déficit pose problème, c'est seulement parce que l'Etat retarde le moment de payer sa contribution, faisant passer d'autres dépenses ou subventions en priorité. En



Les ristournes qui alimentent le déficit.

attendant, l'Etat oblige la SNCF à contracter des emprunts (francs mais aussi devises, dollars essentiellement, francs suisses, yen et Deutschmark) dont les intérêts aggravent à leur tour l'endettement... Voilà comment il a pratiquement doublé en 3 ans.

La crise a évidemment aussi touché le trafic ferroviaire, rendant « inutile » du point de vue capitaliste un pourcentage substantiel des potentialités de chaque réseau. Alors les gouvernements en ont profité ici ou là pour laisser les déficits s'accumuler. Les chemins de fer japonais ont ainsi atteint l'endettement record de 483 milliards (1982). Ils se donnaient ainsi les moyens de pression pour imposer leur

plan de rigueur. La plupart des pays européens sont en train de fermer des lignes, des gares, de supprimer des dessertes. Les JNR japonais voudraient licencier 100 000 cheminots.

En France, comme chacun sait, nous avons un chemin de fer d'avant-garde : les fermetures de lignes et de gares étaient largement entamées quand la crise est survenue. Et on les avait alors justifiées, déjà, par le spectre du déficit.

Aujourd'hui, ce sont les cheminots eux-mêmes que l'on veut pressurer. Sous le même prétexte.

Hervé MARTIN

Le service public revu et corrigé par les trusts

Pour la troisième année consécutive, le budget d'investissements de la SNCF est nettement à la baisse : 8,3 milliards de francs pour 1985, alors qu'on ne descendait guère sous les 10 milliards sous Giscard. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte de l'inflation.

Pour l'année qui vient, le budget de la banlieue parisienne (1,28 milliard) représente pratiquement la moitié de ce qu'il était à la fin des années 1970, où l'on avait enfin entrepris de rénover le parc et de réaliser les interconnexions indispensables.

Le réseau principal (grandes lignes) est lui aussi largement amputé (5,8 milliards, contre 7,5 milliards en 1977), ce qui permettra tout juste de le maintenir en état. Pratiquement, on abandonne la poursuite des électrifications de lignes, les travaux de suppression des passages à niveau, points noirs de la circulation, le renouvellement du parc des plus vieilles voitures et des locomotives, la modernisation des installations de sécurité.

Par contre, les investissements TGV sont soigneusement préservés : ils restent globalement stables, à un peu plus de 1 milliard de francs, et ce depuis bientôt 10 ans. Après la mise en service du TGV-Sud-Est, les gros constructeurs de matériel roulant de l'industrie



Mitterrand aux commandes du TGV, ou les trusts commandant Mitterrand ?

ferroviaire ont réclamé à cor et à cri et ont obtenu de Mitterrand le feu vert pour le TGV-Atlantique.

L'industrie ferroviaire française est sous la coupe de deux empires financiers : Suez et Empain-Schneider. Suez contrôle notamment Bouygues (ouvrages d'art), Sacilor (rails), CGEE-Alsthom (équipement électrique), Alsthom (matériel roulant). Empain-Schneider à la haute main sur Jeumont-Schneider (électronique) ou SPIE Batignolles (grands chantiers). Récemment, Alsthom a récupéré le secteur ferroviaire, le seul rentable, de Creusot-Loire en faillite.

Voilà devant qui gouvernement et SNCF s'inclinent lorsqu'ils établissent les budgets « publics ».

H.M.

MOUVEMENTS DE GRÈVE A PARIS-LYON

A Paris-Lyon, c'est 14 postes de service de l'Accueil que la SNCF voulait supprimer, le tiers de l'effectif. Mais les cheminots ne l'ont pas entendu de cette oreille : grève de 24 heures le 12 octobre, délégation au Comité d'établissement le 12 décembre, grève à nouveau le 14

décembre et manifestation à la direction. Là, les cheminots de l'Accueil ont trouvé le renfort d'une soixantaine de camarades de la Recette et des Renseignements téléphonés.

La SNCF a en partie reculé, sur 6 des postes visés.

DANS LES BULLETINS LUTTE OUVRIÈRE SNCF

35 x 2 = 39 x 3

Depuis fort longtemps, pour faire le travail de nuit au poste 2 à l'Evangile, il y a 3 agents. Dans le but d'améliorer nos conditions de travail (c'est ce que nous dit la SNCF), la direction nous propose de nouveaux roulements.

Désormais, nous serons 2 au lieu de 3 pour faire le même travail. Et, contrairement à ce que certains veulent nous faire croire, les 35 heures appliquées de cette manière n'ont rien d'avantageux pour nous. Si

nous ne voulons pas faire les frais des propositions de la direction, à nous de réagir.

(SNCF-CHAPELLE)

C'EST PAS LA CRISE POUR TOUT LE MONDE

Le bilan social 1983 est paru. Et on y apprend des choses très intéressantes. Par exemple, le nombre de cadres qui touchent plus de 15.000 F par mois est passé de 3 850 à 4 868.

Il n'y a pas de postes à supprimer, là ?

(SNCF-VILLENEUVE)

ON NOUS PREND POUR DES PIONS

Plus d'une quinzaine de cheminots seront recherchés par la SNCF pour faire un stage d'AICR pendant plusieurs mois dans les dépôts. Au lieu d'embaucher, la SNCF « puise » dans les ateliers ses besoins, sans les remplacer...

En fait, elle cherche à appliquer une certaine flexibilité de l'emploi sur notre dos.

(SNCF-LANDY)

ECHOS DES ENTREPRISES...

N'importe quoi de préférence !

A TR, nous n'avons pas eu la prime de 400 F au titre de rattrapage du pouvoir d'achat (prime bien insuffisante d'ailleurs) que la direction a donnée au personnel Thomson.

Le comble dans cette affaire, c'est que Thomson a déclaré un milliard de pertes en 1983, tandis que le groupe CGE (auquel est rattaché ATR) a déclaré 400 millions de bénéfices.

Comme quoi, il vaut mieux appartenir à un groupe qui fait des pertes qu'à un groupe qui fait des bénéfices.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Gennevilliers, Hauts-de-Seine.

Un bruit peut en cacher un autre

En début de semaine, à la Caisse, un bruit continu ressemblant étrangement à un ronflement irritait sans discontinuer nos oreilles.

Le responsable n'était autre qu'un brûleur du chauffage du plafond qui crachotait sans arrêt.

Mais comme il semblait provenir du bureau des chefs, on se disait...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF (Ateliers Région Parisienne).

Comprend qui peut

Au 1^{er} janvier, le plafond de la Sécurité sociale a augmenté : ça fait une retenue supplémentaire qui a été appliquée sur notre paie de décembre.

Au 1^{er} janvier également les salaires minimaux de la métallurgie ont été révisés aussi, ce qui doit faire une petite augmentation des primes d'ancienneté : mais, là, ce sera sur la paie de janvier.

Comme quoi, il y a 1^{er} janvier et 1^{er} janvier : pour les retenues c'est la Saint-Sylvestre, et pour les augmentations plutôt la Saint-Glinglin.

Vraiment compliqués, les réveillons de la direction !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Hep... taxi !

Une de nos collègues qui s'est fait une entorse a eu l'heureuse surprise de constater qu'aucune voiture n'était disponible pour l'accompagner à l'hôpital.

Il existe bien des voitures de fonction, mais aucune affectée à l'infirmerie.

En un mot, il vaut mieux être directeur et bien portant qu'employée et malade.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CNAVTS Flandre (Caisse Vieillesse - Paris).

Ça c'est de la pub

Voilà des années que Platini tape dans le ballon, et rien. Voilà deux mois qu'il est embauché par la Thomson, et paf : la légion d'honneur.

La Thomson vous en donne plus.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson (Bagneux - Hauts-de-Seine).

Fermez les écoutilles ; en plongée !

Après avoir blindé les fenêtres et condamné des portes, la direction fait renforcer le système de fermeture de la porte principale.

Son but manifeste est de rendre impossible l'entrée du Central. Même l'hygiaphone a été changé, et il faudrait être

vraiment mince pour rentrer par là.

OK, on est battu. On ne peut plus entrer dans le Central. Mais, SVP, placez la cafétéria à l'extérieur.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Télécom (Aubervilliers, Seine-Saint-Denis).



CHARCUTERIE DES CEVENNES (Alès, Gard)

Adjudant mis au pas !

La Charcuterie des Cévennes à Alès est propriété des magasins COOP. Elle dépend d'un siège social situé à Montpellier et emploie une trentaine d'ouvriers, jeunes en majorité. Les salaires y sont bas (entre le SMIC et 500 F de plus).

Traditionnellement, les travailleurs ont droit chaque semaine à un colis de viande (1 kg de côtelettes + 1 kg de saucisses) d'une valeur d'environ 50 F. Début décembre le nouveau directeur, ancien adjudant de l'armée, en retraite, décide de supprimer le colis de viande (alors que lui-même se fait chaque semaine son propre colis de viande d'une valeur de plus de 300 F, avec filet de bœuf par exemple). Après protestation du délégué CGT, le juteux fait marche-arrière dans un premier temps et promet verbalement une prime de 200 F mensuels pour tous, en compensation de la suppression des colis.

Mais le jour de la paie, le 21 décembre vers 11 h.,

il se ravise, revient sur ses promesses, déclare qu'il va réfléchir, qu'on verra plus tard...

La totalité du personnel arrête alors le travail et monte en masse au bureau directorial. Propos de l'adjudant : « Je n'ai rien à foutre des ouvriers ; c'est moi qui commande ici » ; et il se barricade dans son bureau. Malheureusement pour lui, si la serrure résista, les gonds cédèrent. Le patron s'entend donc dire, une heure durant, ses quatre vérités. La scène n'est pas triste.

A 14 h, suite probablement à des contacts téléphoniques avec Montpellier et ayant bien mesuré la détermination des ouvriers, le directeur-adjudant fait volte-face et

QUI A OSÉ DIRE :
TIENS, IL Y AURA
DU BOUDIN



annonce que les 200 F sont accordés : 100 F en prime et 100 F en augmentation de salaire. Aucune retenue de salaire ne sera faite pour fait de grève.

Le directeur en a pris pour son grade !

Correspondant L.O.

La sécurité au Carbone : un four !

Le four 2300 a encore failli faire un mort. Le chef de cet atelier s'est fait piéger par l'argon et a perdu connaissance dans le four. Il n'a eu la vie sauve que grâce au sang-froid des travailleurs venus à son secours.

Cet accident grave est le quatrième d'une longue série. Il y a environ cinq ans, un travailleur descendu lui aussi dans le four a failli y laisser sa peau. La production a continué. Et il y a trois ans un chef et un ouvrier, eux, y sont bel et bien restés.

A la suite de ces deux morts, la direction, tout en niant sa responsabilité, a été contrainte de faire quelques aménagements qui d'après elle assureraient la sécurité de façon absolue. On vient de voir ce qu'il en est.

Par ailleurs, ce même four 2300 a aussi explosé et la déflagration aurait pu causer mort d'homme.

La direction se moque de notre sécurité. Pour elle l'argon, gaz invisible et inodore, c'est bon puisque ça empêche l'oxydation des pièces. Et tant pis si ça occit les gens des ateliers ! Nos patrons ont la même mentalité que ceux du trust Union Carbide, qui a tué 2 500 personnes en Inde et manqué de causer une nouvelle catastrophe il y a quelques jours aux Etats-Unis avec un wagon qui fuyait. Il vaut mieux le savoir pour protéger notre peau.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Carbone-Lorraine (Gennevilliers - Hauts-de-Seine).

Des paroles qui ne coûtent pas grand-chose

Certains chefs, nous souhaitant la bonne année, se croient obligés de rajouter « et beaucoup de travail », comme si on n'en avait pas assez. Nous, on aimerait mieux beaucoup de rallonges et pas beaucoup de travail.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Véhicules Industriels (Lyon-Vénissieux).

L'école est finie

A l'école du Service Social les élèves-assistantes boursières de l'Etat ont droit aux congés scolaires.

Mais attention, pas celles dont la formation est rémunérée au titre du congé individuel (AGECIF).

Celles-ci, dès le premier jour des vacances, ont dû retourner à la CRAMIF, travailler dans leurs services.

Pour elles, ce n'était plus l'école, mais la colle !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMIF (Assurance maladie) - Paris 19^e.

Nos enfants ont la tête dure : tant mieux !

Désolés, patrons ! Nous n'arrivons pas à faire comprendre à nos enfants qu'il ne faut pas qu'ils tombent malades un vendredi. Alors, pour les congés parentaux de 20 h, on va sûrement être obligés de les prendre quand nous en aurons besoin.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hispano-Suiza (Bois-Colombes, Hauts-de-Seine).

C'est dinde !

Aux Etats-Unis, Standard Havens offre à l'ensemble de son personnel la dinde pour Noël. Moustache a pensé que cette tradition pouvait être retenue par Ermont SA et il a attribué, du balayeur à l'ingénieur, une dinde du Forez.

A noter que c'est la première augmentation, en nature certes, uniforme pour tous.

Il ne reste qu'à Moustache à appliquer pour 1985 ce même principe pour les augmentations sonnantes et trebuchantes.

Redinde !

Après avoir eu la dinde, la semaine d'après, sur leur fiche de paie, des travailleurs des magasins ont eu la farce : un classement d'emploi.

Pour la prochaine fois, un conseil à Beau Sourire : envoyez la farce avec la dinde ; c'est meilleur pour la cuisson et cela évite des aigreurs d'estomac à retardement.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Creusot-Loire (Saint-Chamond).

Joujou extra

Eh bien voilà, à la Radio, la direction nous a offert nos petits jouets, de plus électroniques : les nouvelles pointeuses.

Elles sont tellement belles qu'on a envie de les démonter pour voir ce qu'il y a à l'intérieur.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière LMT-Thomson-CSF (Région parisienne).

□ CEPEM (Orléans)

Coup de froid chez Thermor

A la CEPEM, lundi 7 janvier, c'était la reprise du travail après une semaine de vacances suivie d'une semaine de chômage technique.

Non seulement il fallait braver le froid et la neige pour venir au travail à 6 heures du matin mais, une fois à l'intérieur de l'usine, il ne faisait pas plus chaud.

Dans un atelier, le PAM, le fuel était gelé et la direction a renvoyé tout le monde dès 7 heures. Il faut préciser que dans cet atelier on fabrique... des radiateurs !

Dans l'usine principale, où l'on fabrique des cuisinières, nous avons commencé à travailler malgré le froid. Mais au bout d'une heure et demie, comme la température restait toujours aussi basse (il faisait alors moins de 5°), nous avons cessé le travail et nous sommes allés nous réchauffer au restaurant.

Arrivant sur le coup de 9 heures, chaudement vêtu, le chef

du personnel s'est étonné de ne pas nous trouver au travail. Il n'a tout de même pas essayé de nous y renvoyer. Mais il n'arrivait pas à se décider à nous renvoyer chez nous. Et après des heures de discussion, nous sommes partis en pensant revenir le lendemain.

Et ça a recommencé de la même manière dans l'équipe d'après-midi. Après une heure, une heure trente de travail, tout le monde s'est retrouvé au restaurant. Une fois de plus, les représentants de la direction levaient les bras au ciel, disant qu'ils n'y étaient pour rien dans le fait qu'il fait froid.

Certes, mais nous non plus !

Et 9° en plein après-midi, c'est un peu juste pour travailler, même chaudement vêtus.

C'est finalement vers 15 heures que les chefs se décidaient à nous renvoyer chez nous en chômage technique, jusqu'à mercredi pour le PAM et jeudi pour le reste de l'usine.

ECHOS DES ENTREPRISES...

Un rien les occupe

Pour avoir un peu moins froid, les travailleurs des fours vitrifiés ont demandé des vestes molletonnées à Sourire-d'Acier. Seulement, il lui fallait, comme il dit, « suivre la filière hiérarchique ». Il en a donc référé à la Tour-de-contrôle qui, lui, en a référé à La Jaunisse, qui à son tour en a référé à Laisse-Béton.

Laisse-Béton a carrément sorti le règlement pour nous

expliquer que ces vestes sont réservées à ceux qui sont amenés à sortir dehors...

Devant notre insistance, nous avons fini par avoir nos mourohoutes. Mais ça a donné du boulot pendant 2 jours à 4 cadres !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Norton La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

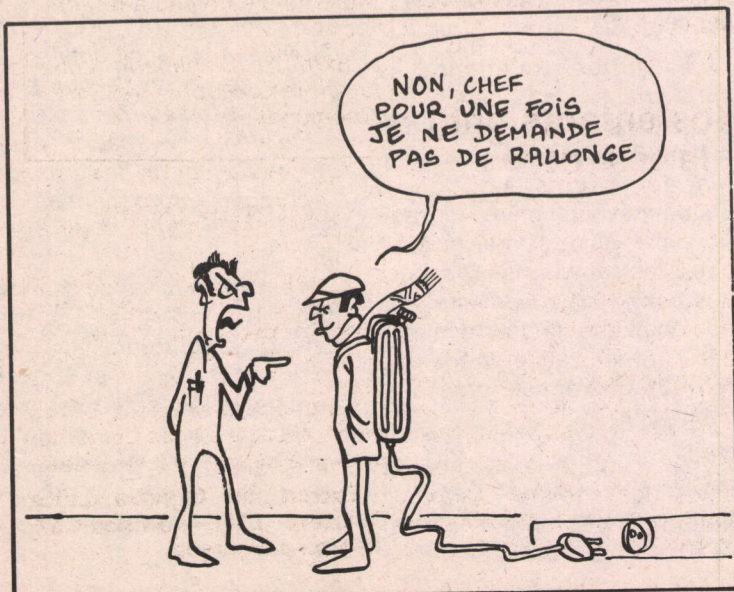
Le grand frisson

Rue de l'Argonne, au service médico-pharmaceutique, il a fait particulièrement froid, hier.

Les employés demandent depuis un mois de pouvoir brancher un radiateur. Pour cela, il faudrait modifier légèrement le circuit électrique. Mais c'est sans compter sur la com-

plexité du circuit administratif. On savait que c'était difficile d'avoir de la rallonge, mais on ne savait pas que cela s'appliquait aussi aux rallonges électriques.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMIF (Caisse Assurance Maladie), Paris 19^e.



□ EDF Beaubourg (Paris)

Black-out



Le samedi 29 décembre, des dizaines de milliers d'abonnés EDF du centre de Paris ont été privés de courant pendant pratiquement toute la journée.

L'incident, dû à des explosions, aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour les agents de sécurité et de secours d'une part, mais aussi pour les habitants du secteur, puisque les postes de ce style sont installés dans des immeubles.

A la suite d'une explosion, l'incendie a pris dans une cellule haute tension

du poste de transformateur Beaubourg, rue des Archives. Pour éteindre cet incendie, aucun système de sécurité n'était en place. Ce sont les pompiers qui sont intervenus et ont mis trois heures à circonscrire l'incendie. Ensuite, deux ingénieurs de garde (dont le chef du STE de Paris-Centre) procédèrent à une inspection visuelle et décidèrent de remettre en marche une partie de l'installation. Au bout d'une minute eut lieu une nouvelle explosion, sans doute due à la quantité d'eau et de mousse déversées lors de

l'extinction du premier incendie. Deux agents étaient alors projetés par le souffle et reçurent des projections d'huile. Des foyers d'incendie se déclarèrent un peu partout et la quasi-totalité du poste brûla.

Il fallut près d'une journée ensuite pour rétablir la situation, dans de mauvaises conditions de sécurité pour les agents.

Par une note spéciale, le chef du service technique électricité rendit « hommage à la bonne volonté, à l'esprit d'initiative, à l'esprit d'équipe, à la compétence et au courage de tous ».

C'est pourtant lui qui a manqué de compétence en remettant l'installation sous tension après la première explosion, sans procéder aux essais d'isolement nécessaires.

Pour le reste, EDF pourra toujours s'en prendre à la malchance. C'est la fiabilité du matériel, l'entretien insuffisant, le manque de sécurité (gaines de filerie propageant le feu, aucune véritable protection incendie) qui sont en cause.

Correspondant LO

□ CAISSE NATIONALE ASSURANCE VIEILLESSE
(CNAVTS Paris 19^e)

On a eu chaud

Jeudi 3 janvier, un incendie s'est déclaré à la Caisse Vieillesse, dans une des salles de l'informatique.

Il semblerait que le feu ait pris sur un chantier qui se trouve dans l'une des cours intérieures de la Caisse, chantier destiné à agrandir les salles... d'informatique.

Le feu a gagné une petite salle, toute proche des ordinateurs centraux de la Caisse. Aussitôt, certaines sécurités se sont déclenchées, protégeant la plate-forme où se trouve... l'ordinateur. Pour le personnel, ça a été beaucoup moins automatique. Tout le monde a été évacué, mais dans des conditions très artisanales.

Heureusement, le feu n'a pas pris d'ampleur. Les pompiers, dont la caserne est située à quelques dizaines de mètres de la Caisse, ont pu intervenir rapidement et efficacement.

L'ordinateur central n'a pas encore redémarré. Pour quelques jours encore, paraît-il, il bloque la plupart des terminaux de la Caisse. Mais les dégâts s'arrêtent là.

Ce fut donc une répétition générale — non factice — des consignes d'évacuation. Répétition peu concluante ! Les haut-parleurs qui sont censés transmettre l'ordre d'évacuation n'ont rien transmis du tout. La plupart se trouvent à l'extérieur des bâtiments, dans les cours intérieures, et ne sont pas audibles à l'intérieur, dans les services. D'autant que les fenêtres avaient été fermées, de façon à éviter l'asphyxie par les fumées.

Dans de nombreux services, les cadres se sont opposés à l'évacuation ; ils n'avaient pas de consignes ! Et cela même dans les services juste au-dessus de l'incendie.

D'autres cadres ont demandé aux gens

d'attendre dans les cours intérieures.

Etait-ce très malin ? Cela gênait en tout cas les pompiers et l'évacuation des autres secteurs.

De ce fait, la direction s'est vu rappeler à l'ordre par le capitaine des pompiers et, en commission exceptionnelle du CHS, par les syndicats. Elle a promis d'installer des haut-parleurs supplémentaires, de faire paraître une note aux cadres et aux agents, et de provoquer une nouvelle réunion pour tous ceux qui sont chargés de la sécurité dans les services. Visiblement, certains chefs avaient oublié qu'en cas d'évacuation il fallait évacuer.

Beaucoup se disent qu'on a eu cette fois pas mal de chance. La Caisse, c'est des tonnes et des tonnes de papiers, de dossiers, des sacs de courrier en pagaille, des formulaires par milliers. Et puis ce sont aussi plusieurs milliers d'employés...

Correspondant LO

Dans les livres...

Il y a cinq ans : les troupes russes entraient en Afghanistan

Il y a cinq ans, en décembre 1979, plusieurs dizaines de milliers de soldats russes envahissaient l'Afghanistan. Le gouvernement d'Amin était renversé ; celui de Karmal mis en place. Une guerre commençait, qui n'est pas terminée.

Plusieurs livres viennent de paraître à ce sujet. Ceux que nous présentons ci-dessous considèrent l'URSS comme le danger principal aujourd'hui pour la paix du monde. Tous ont surtout pour but d'en convaincre l'opinion publique occidentale. Et les auteurs qui, même quand ils sont de gauche, sont surtout à l'Ouest, n'hésitent pas à embellir quelque peu les sociétés traditionnelles afghanes. La religion musulmane est présentée comme une idéologie sinon progressiste, du moins libérale, et tous affirment le plus sérieusement du monde que les intégristes afghans n'ont rien de commun avec un dictateur comme Khomeiny.

Point n'est besoin pourtant d'embellir la réalité pour condamner la barbarie de l'armée russe.

Ces auteurs s'en prennent aussi à la passivité des pays occidentaux. Mais nulle part les causes n'en sont analysées. C'est qu'il leur est peut-être difficile de reconnaître que les USA ne sont pas fâchés de voir l'URSS faire la police dans sa zone d'influence contre les nationalistes islamiques, chose qu'eux-mêmes auraient voulu réussir à faire en Iran. Mises à part quelques comparaisons ponctuelles, la plupart des auteurs ont aussi vite oublié que les pays impérialistes qu'ils défendent n'ont pas de leçons à recevoir de l'URSS en matière de répression des peuples en lutte pour leur indépendance.

Ces différents ouvrages ne sont pas très parlants sur la vie quotidienne des travailleurs à la campagne et à la ville, avant la guerre comme maintenant. Elle n'est évoquée que dans quelques paragraphes ici ou là.

Cela dit, tels qu'ils sont, ces ouvrages fournissent un panorama relativement documenté sur le sujet.

Michel BROUSSE



« Le royaume de l'insolence »

« La résistance afghane, du Grand Moghol à l'invasion soviétique »

de Michaël Barry



L'auteur, universitaire spécialiste en « civilisation islamique » est allé, au titre d'observateur de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, enquêter en Afghanistan en 1982 et constater les massacres perpétrés par l'armée russe. Le livre débute sur le récit de sa visite dans un village dont la plupart des habitants, convaincus d'aider la

résistance, furent brûlés vifs, dans un canal d'irrigation souterrain où ils s'étaient réfugiés.

Michael Barry s'attache à montrer que cette guerre et ses atrocités sont dans la suite logique de toute l'histoire politique et sociale de l'Afghanistan depuis 300 ans.

« Simple ligue de conquérants tribaux » jusqu'au 18^e siècle, se combattant et s'alliant

tour à tour avec les empires perse à l'ouest et moghol à l'est, l'Afghanistan devint, après l'éclatement de ces empires, un royaume qui rallia les tribus autour de l'émir de Kaboul pour faire face aux impérialismes « infidèles », russe au nord et anglais au sud. L'impérialisme anglais, entre 1838 et 1917, guerroya en Afghanistan à plusieurs reprises pour faire de la région un rempart solide contre le tsar d'abord, contre les soviets ensuite. Mais au lendemain de la Révolution russe, les bolchéviks, par leur politique anti-impérialiste, surent se faire un allié de l'Afghanistan. Et c'est la brutalité de la politique stalinienne contre les nationalités, dont les nationalités musulmanes, qui refroidit par la suite les relations. Cette période n'est que très brièvement évoquée, sans grande précision, pour mieux convaincre le lecteur que l'actuelle politique de l'URSS — Lénine et Staline confondus — poursuit en fait la politique impérialiste des tsars.

Aujourd'hui, après deux siècles et demi d'indépendance, le pays est occupé. L'auteur en montre les conséquences sur la société afghane. Dans ce

pays aux ethnies multiples, traditionnellement en guerre les uns contre les autres, où les plus pauvres, celles qui ont été refoulées par les vagues successives dans les montagnes, ont survécu au travers des siècles comme pillards, guerriers et nomades, opposées aux populations des plaines, plus riches et tirant leurs ressources de la terre, les particularismes sont nombreux. Alors que la population des plaines faisait plus facilement allégeance au pouvoir central installé à Kaboul, celle des montagnes entraînait en perpétuelle dissidence.

Les luttes traditionnelles entre tribus, clans, tendances religieuses divisent toujours la résistance, comme les différentes formations politiques. L'auteur évoque même la traditionnelle vendetta qui existait entre les familles des leaders des deux Partis Communistes pour expliquer la guerre menée par Karmal avec le soutien de l'URSS contre son prédécesseur Amin.

Dans un tel contexte, le poids des chefs militaires et religieux traditionnels s'est renforcé avec la guerre. L'auteur évoque aussi le poids

des préjugés religieux qui rythment la vie quotidienne, ainsi que les rapports sociaux inchangés depuis des siècles, que l'intervention soviétique n'a fait que renforcer. Ce que l'auteur exprime pudiquement en ces termes : « Les remises en question tragiquement nécessaires de la civilisation afghane ont été ajournées pour expulser l'ennemi commun ».

Face à cette intervention, les résistants afghans ne seraient que peu ou pas aidés par les puissances occidentales : « L'avenir montrera, écrit Michael Barry, si la passivité constituait la meilleure défense et si l'Occident n'a pas gâché sa propre sécurité en sacrifiant le seul peuple, et la seule région, capable, parce que prêt à mourir, de verrouiller l'approche montagnarde du Golfe aux ambitions du Kremlin ».

Il est vrai que les puissances impérialistes que l'auteur défend ne sont sensibles qu'à ce genre de calculs et non aux arguments humanitaires.

M.B.

Le royaume de l'insolence : la résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique, de Michaël Barry ; Ed. Flammarion, 300 p., 86 F.

« L'URSS en Afghanistan »

De la coopération à l'occupation : 1947-1984

de Pierre Metge

Docte et froide analyse que ce n° 7 des *Cahiers d'études stratégiques* qui veut montrer pourquoi et comment, depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS s'est imposée en Afghanistan pour finalement l'occuper fin 1979.

Cet ouvrage d'un spécialiste des questions stratégico-politico-diplomatico-militaires est assez rebutant. Mais il a l'avantage d'être documenté, et pour peu qu'on ne prenne pas trop au sérieux le point de vue de l'auteur qui voit dans la politique russe en Afghanistan la volonté des dirigeants du Kremlin d'étendre la révolution, cet ouvrage ne manque pas d'intérêt.

L'auteur montre comment, en fait, il n'y a pas eu de lutte importante entre les USA et l'URSS dans la région mais plutôt un partage des zones d'influence comme ailleurs dans le monde : aux USA, l'Iran et le Pakistan, à l'URSS, l'Afghanistan. Dès 1953, l'URSS est devenue le partenaire privilégié du pays en matière de fournitures d'armes, d'aide économique, de formation de cadres civils et militaires. Les nationalistes afghans au pouvoir qui ont cherché par moment à con-



Tank russe piégé dans les rochers par les maquisards.

trebalancer l'influence soviétique en recherchant l'aide occidentale ont eu bien peu de succès auprès des pays de l'Ouest.

En intervenant militairement, l'URSS a voulu mater une insurrection nationaliste et islamique bien plus que pro-impérialiste, réalisant dans leur zone d'influence ce que les USA auraient bien voulu pouvoir faire en Iran. Ceci apparaît clairement dans les événements relatés.

L'auteur analyse aussi la stratégie actuelle de l'URSS qui, selon lui, s'est installée dans une guerre de longue durée, pas fâchée d'avoir ainsi son armée à proximité du Golfe persique et de

l'entraîner sur le terrain. Intervention que les USA voient d'un bon œil, puisque l'URSS se discrédite ainsi aux yeux du Tiers Monde, particulièrement aux yeux des peuples musulmans.

Mais quels que soient les calculs des uns et des autres, et l'interprétation qu'en donne l'auteur, les grandes puissances ont en commun le même mépris des peuples, et cela dans les deux camps !

M.B.

L'URSS en Afghanistan - De la coopération à l'occupation : 1947-1984, de Pierre Metge. Editions CIRPES. 180 pages. 60 F.

Guerre en Afghanistan

de Patrice Franceschi

Pour l'auteur, dont la plume est franchement à droite, l'URSS est partout dans le monde l'ennemi à abattre. Et ce livre est l'occasion d'appeler les pays occidentaux à « lutter avec détermination » et à avoir « le courage de consentir des sacrifices qui n'auront pas les faveurs des commerçants régentant notre monde capitaliste ». Comme si toute la politique des pays impérialistes ne visait pas, justement, à défendre les intérêts de leurs « commerçants » ! Mais cela n'empêche pas l'auteur de défendre ce monde avec force !

Cependant, l'auteur dresse un tableau assez complet de la situation en Afghanistan.

Ainsi décrit-il le poids de l'armée soviétique qui, malgré son impopularité, parvient à mettre sur pied une petite armée afghane, à infiltrer des espions jusque dans les états-majors de la résistance, qui tente de doubler la résistance en favorisant l'Islam — on n'aurait jamais construit autant de mosquées —, en permettant aux habitants, là où il n'y a pas de résistance, à vivre « comme avant ». C'est sans doute ce que l'auteur appelle la

« soviétisation du pays » ?

L'auteur montre l'essor de la résistance et l'incapacité de l'armée russe à en venir à bout : les massacres de villageois, le bombardement des vallées qui ont poussé quatre millions d'Afghans à l'exil, mais n'ont pu éliminer les moudjahidines. L'armée russe ne s'engage cependant que modérément. Elle mène une guerre d'usure contre la résistance, tente de démoraliser la population plus qu'elle ne réprime à outrance.

Le livre dresse aussi un tableau de la résistance, de ses organisations, de ses divisions. Celle-ci aurait ses organisations de gauche, ses organisations conservatrices et ses organisations intégristes musulmanes, lesquelles n'hésitent pas à faire le coup de feu entre elles. L'auteur enfin donne un aperçu de l'aide extérieure que reçoivent les résistants, des calculs politiques qui l'accompagnent, et évoque en particulier l'assistance apportée par diverses organisations médicales.

M. B.

Guerre en Afghanistan, de Patrice Franceschi — La Table Ronde, 273 pages, 82 F.

Afghanistan, la colonisation impossible

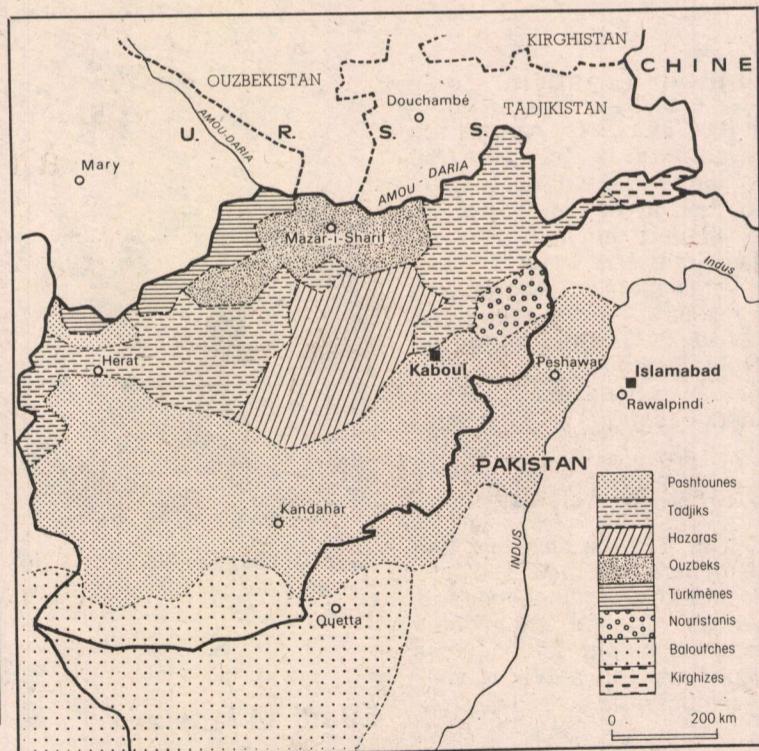


En huit chapitres écrits par des auteurs différents, pour la plupart universitaires, sont tour à tour étudiés les différentes ethnies, la structure de leurs sociétés, le rôle de l'Islam, l'histoire de la formation d'un Etat afghan. La période actuelle est surtout abordée à la fin du livre à travers l'évolution économique et politique depuis trente ans, puis l'intervention soviétique et la résistance.

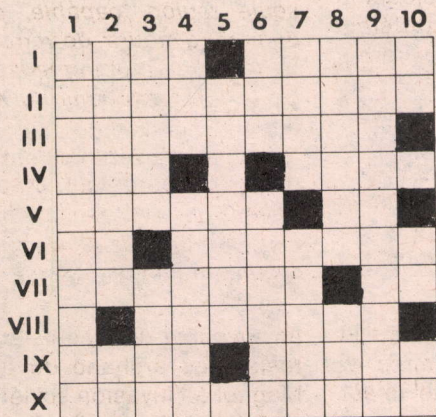
L'intérêt des différents chapitres est très inégal. Le livre fournit des informations inté-

ressantes sur la société afghane et ses inégalités, sur la manière dont l'Etat de Kaboul a toujours suscité l'hostilité de la part des paysans. Mais plus que d'autres ouvrages encore, ce livre cherche plutôt à gommer les aspects les plus réactionnaires de la société afghane traditionnelle, qualifiée de « hiérarchisée avec un idéal d'égalité » ! Les partis résistants islamiques seraient « révolutionnaires et réformistes ».

Afghanistan, la colonisation impossible, Ed. du Cerf. 275 p., 70 F.



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. S'enroule à des millions d'exemplaires aux Indes. Certain façon de se « faire une bouffe ». II. A des lettres. III. Eruption. IV. Mieux vaut ne pas pénétrer dans son champ. Fait la navette. V. Mit en circulation. Est anglais. VI. Grecque. Dangereuses charmeuses. VII. Permettent d'avoir une bonne assiette. Négatif. VIII. De la craie dans l'eau. IX. C'est là qu'on rencontre le maçon. N'a plus de liquide. X. On ne peut les reconnaître à leurs robes.

VERTICALEMENT. — 1. Parfois pèlerin. 2. Comme une pêche. Ancien accord. 3. Ancien. Comique. 4. Localise. Courants. 5. N'emprunte pas les raccourcis. 6. Le début d'Adam. Décida. 7. Beaucoup cèdent à son appât. Attaquai. 8. Connue pour sa dureté. Près de La Rochelle. 9. A qui on a fait des avances. 10. Jumelles. Permet de faire des miracles. Donne la qualité.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	C	A	N	I	Q	U	E	S
II	E	L	A	N		R	U	S	S	E
III	G	E		C	H	A	I	N	O	N
IV	A	V	I	R	O	N		E	N	T
V	L	A	S	E	R		V	E		I
VI	O	T	E		D	E	R		D	M
VII	M	E	R	C	E	N	A	I	R	E
VIII	A	U	E	R		T	I	S	O	N
IX	N	R		I	R	A		L	I	T
X	E	S	T	A	M	I	N	E	T	S

Deux rééditions :

« Les chardons du Baragan »

de Panaït Istrati

Le Baragan est une grande plaine roumaine qui s'étend entre la Mostistea et le Danube. Istrati, cet écrivain de langue française qui allait lier son sort à la Révolution russe et, un moment, au combat de l'Opposition de Gauche trotskyste, était né en 1884 à Braïla, une ville située à deux pas du Baragan. Dans cette plaine poussent surtout des chardons que le vent emporte par bouquets à l'automne.

Mais les chardons désignent aussi, dans ce récit riche en images poétiques, les boyards, les hobereaux, les propriétaires fonciers qui, avec leurs gendarmes et la troupe, faisaient

régnier la terreur sur les paysans roumains affamés. « C'est partout le Baragan ! Partout on a faim. »

Après une première partie qui décrit, en demi-teintes, la vie quotidienne des paysans de la région, qui travaillent dur et doivent quêter leur nourriture, Istrati s'enflamme et exalte la révolte des paysans qui éclata en 1907. Cette révolte, née de la soif de terres, est écrasée dans le sang par les propriétaires qui n'hésitent pas à rayer de la carte les trois villages de Stanilesti, Bailesti et Hodi-voaia, rasés à coups de canon. C'est à ces trois villages et aux 11 000 victimes qu'Istrati a dédié ce livre.

Les propriétaires, voilà l'ennemi : « Ce sont ces chardons-là qu'il faut extirper, si l'on ne veut plus voir, entre autres malheurs, les enfants quitter et s'en aller par le monde. »

Après la défaite des paysans, les enfants Yonel et Mataké, héros de ce livre, n'auront plus d'autre ressource que fuir :

« Où allons-nous, Yonel ? — Dans le monde, Mataké, les chardons à nos trousses ! ». Un livre de révolte, qu'il faut lire ou relire.

J.F.

Les Chardons du Baragan, de Panaït Istrati. Ed. Bernard Brasnet. Collection Les Cahiers Rouges, 36 F.

« L'escadron blindé »

de Joseph Skvoresky

Cette satire de l'armée tchèque des années 50, en plein stalinisme, renoue avec la verve et la tradition antimilitariste du *Brave soldat Schweik* de Jaroslav Hasek.

Le service militaire, ce n'est la joie pour aucun appelé du monde ; mais quand le service militaire dure trois ans, et que la société est une société particulièrement bureaucratique, ça tourne à la farce. Pensez donc, chaque année, les bidasses d'un régiment de chars effectuent la même manœuvre. Une manœuvre si bien rôdée qu'ils la connaissent par cœur ! Bientôt ils atteindront le point où la batterie antichar doit leur envoyer un obus qu'ils ont appris à éviter avec maestria au fil des manœuvres précédentes !

Autre morceau de bravoure de ce livre où l'auteur règle ses comptes avec la bureaucratie tchèque : l'examen de passage qui permet aux heureux lauréats d'arborer la médaille Fückik du nom d'un héros de la résistance tchèque contre les

nazis. Les candidats sont interrogés sur une série de livres. L'examineur est un jeune secrétaire de cellule du Parti Communiste Tchécoslovaque fraîchement sorti de l'école du parti. Et les candidats, qui n'ont rien lu, évidemment, doivent trouver la bonne astuce qui leur permettra de biaiser avec le jeune examinateur. Certains petits malins y parviennent et obtiennent la médaille.

Ces gaietés de l'escadron de l'autre côté du Rideau de fer tournent quelquefois à l'aigre mais le plus souvent, c'est la franche rigolade qui domine. Et on se surprend à penser que si toutes les armées du monde connaissaient un tel climat, la guerre deviendrait d'autant plus fraîche et joyeuse qu'elle deviendrait impossible à mener.

Il y a malheureusement un monde entre roman humoristique et réalité.

Jacques FONTENOY
L'Escadron blindé, de Josef Skvoresky. Ed. Gallimard. Collection Folio. 28,30 F.

TÉLÉ

Sélection Télé

Samedi 12 janvier

11 h 05. A2. Les carnets de l'aventure : la traversée du Pacifique à la rame (Grand prix du festival de La Plagne en 1984). Parti en août 1982 de San Francisco, Peter Bird est arrivé au large de l'Australie en juin 1983.

14 h 05. FR3. Entrée libre. Au début de ce magazine, un petit film sur Budapest 1956, la destalinisation et l'insurrection.

Dimanche 13 janvier

20 h 35. TF1. Le cavaleur, film de Philippe de Broca avec Jean Rochefort. Un quinquagénaire, pianiste virtuose, atteint d'un besoin constant de conquêtes féminines, voit arriver le vieillissement et la solitude.



21 h 30. FR3. Aspects du court métrage français : trois petits films ; pourquoi pas une perle parmi eux ?

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit, cycle curiosités : Outrage, film américain de Ida Lupino (1950). Une des très rares réalisatrices féminines américaines de cette époque pose le problème du viol.



22 h 40. TF1. Tennis : finale du tournoi des Masters à New York.

Lundi 14 janvier

20 h 35. TF1. Flic Story, film de Jacques Deray (1976). L'adaptation cinématographique du livre autobiographique du célèbre commissaire Borniche. Avec Alain Delon et Jean-Louis Trintignant.

20 h 35. A2. Théâtre : Le père Noël est une ordure, pièce écrite et jouée par l'équipe du Splendid à l'humour grinçant et saccageur. Le soir de Noël, deux bénévoles s'apprêtent à assurer la permanence de « SOS-détresse-amitiés »...

20 h 35. FR3. Cycle « Le grand frisson » : Agatha, film anglais de Michael Apted (1979) avec Vanessa Redgrave et Dustin Hoffman. En 1926, la célèbre romancière Agatha Christie

disparaît pendant quelques jours. Le film est inspiré de ce fait divers.



Mardi 15 janvier

20 h 40. A2. La passante du sans-souci, film de Jacques Rouffio (1981), avec Romy Schneider et Michel Piccoli. Le meurtre, de nos jours, d'un ambassadeur est en fait une vengeance pour des crimes commis par les nazis dans l'Allemagne d'avant la guerre.



20 h 35. FR3. La dernière séance, soirée Lauren Bacall. Actualités de 1956. 20 h 55 : Ecrit sur du vent, film américain de Douglas Sirk (1956). Quatre êtres passionnés s'opposent, s'aiment et se

déchirent dans un Texas dominé par le pétrole. 23 h 15 : Les passagers de la nuit, film américain de Delmer Daves (1947) avec Humphrey Bogart. Injustement condamné pour avoir tué sa femme, un prisonnier s'échappe du pénitencier...

22 h 35. TF1. Tintam'art. Un nouveau magazine sur la musique, la peinture et le théâtre. L'invité est Jérôme Savary pour son spectacle Bye Bye Show Biz.

Mercredi 16 janvier

17 h 25. A2. Les carnets de l'aventure : tempête au Cap Horn.

Jeudi 17 janvier

22 h. FR3. La Luna, film italien de Bernardo Bertolucci (1979) avec Jill Clayburgh. Drame psychologique. Une relation incestueuse entre une cantatrice et son fils.



23 h 05. TF1. Une femme est une femme, film de Jean-Luc Godard (1961) avec Anna Karina, Jean-Paul Belmondo. « Comédie de mœurs ».



Vendredi 18 janvier

20 h 35. FR3. Histoire d'un jour : 28 mai 1958, De Gaulle au pouvoir. Débats, témoignages. 22 h 05. FR3. Leonard Cohen dans I am a hotel. Une variation poétique autour de cinq des meilleures chansons de Leonard Cohen.

21 h 35. A2. Apostrophes, l'émission de Bernard Pivot, consacrée cette fois à la mémoire et aux souvenirs.

23 h. A2. Ciné-club, cycle western : Les deux cavaliers, film de John Ford (1961). Des Blancs, capturés par les Indiens, ont été adoptés par les tribus et refusent de retourner dans le camp des colonisateurs.



« Cotton Club »

de Francis Coppola



Le film de Coppola, lancé à grands renforts de publicité, fait revivre un épisode de l'histoire du jazz mêlée à celle de la pègre new-yorkaise des années d'avant-guerre.

Le Cotton-Club fut un endroit à la mode, de 1923 à la Deuxième Guerre mondiale. Son propriétaire appartenait aux gangs qui prospéraient depuis que l'alcool avait été prohibé.

Le club était situé en plein Harlem. Pendant les années de la prohibition, qui devait finir en 1933, l'entrée du club était interdite aux Noirs, du moins l'entrée par la grande porte, destinée aux spectateurs-consommateurs. Car la petite porte donnant sur les coulisses puis sur la scène leur était réservée. C'étaient eux les artistes !

Le racisme était donc présent. Les danseuses noires furent longtemps sélectionnées sur la base de la plus grande blancheur de leur peau. Ce n'est qu'en 1933, neuf ans

après son ouverture, que fut admise parmi les danseuses une femme à la peau foncée, Lucille Wilson, la future femme de Louis Armstrong.

Le club proposait des attractions, des « girls », surtout des danseuses emplumées se déhanchant au rythme de la musique des orchestres de jazz noirs. Les grands orchestres de Duke Ellington, ou de Cab Calloway, firent les beaux jours de ce club où se donnaient rendez-vous les bourgeois blancs de New York. Le club attirait les gloires du cinéma, Gloria Swanson ou Charlie Chaplin.

Le film de Coppola fait revivre cette époque et cette histoire. Ceux qui connaissent pourront retrouver des doubles étonnants de Duke Ellington, de Cab Calloway, de Charlie Chaplin, Gloria Swanson, Ethel Waters, entrecoupés de numéros de claquettes époustoufflants.

Pour pimenter le tout et donner un peu plus de couleur

— rouge-sang —, les différents gangs de la pègre new-yorkaise règlent leurs comptes. La fin du film présente l'intronisation de Lucky Luciano qui va transformer bientôt l'artisanat de la pègre en industrie. Quant à l'inévitable histoire sentimentale entre une chanteuse et un trompettiste, elle se noue entre arrivistes qui vivent aux crochets des gangs. Le trompettiste est blanc, et là, Coppola prend quelques libertés avec la vérité historique. Les formations de musiciens mixtes ayant été interdites jusqu'en 1938, on voit mal comment un trompettiste blanc aurait pu jouer un rôle de premier plan dans un club où les musiciens étaient noirs exclusivement.

De la musique, celle surtout de Duke Ellington, du sang, de l'amour ou prétendu tel, il y en a pour un gros paquet de dollars. Ça fait un film cher, mais qui ne vaut pas grand-chose pourtant, car il manque le charme et l'émotion.

Jacques FONTENOY

NICOLE GARCIA / JEAN-PIERRE MARIELLE

Ils ne se font pas de cadeaux
et pourtant ils sont...

PARTENAIRES
mise en scène de
CLAUDE D'ANNA

L'action se déroule au théâtre. Sur scène, on joue un vaudeville médiocre dont on n'entendra que des bribes. Dans une loge, un acteur vieillissant (Jean-Pierre Marielle) à qui on a confié un tout petit rôle se dispute avec sa femme, une actrice plus jeune, ambitieuse et en pleine ascension, qui joue le premier

rôle (Nicole Garcia). Au début, cela se présente aussi comme du théâtre de boulevard avec mari, femme et un amant. Mais petit à petit, les personnages prennent de l'épaisseur.

Au-delà de ce couple, qui se déchire et dont on comprend peu à peu les motiva-

tions, le réalisateur livre une peinture pas très tendre des coulisses du théâtre : rivalités, ambitions, jeunes acteurs qui essaient de percer, vieux comédiens sur le retour plus ou moins déçus et désabusés. Cela fait un petit film bien léché qu'on ne regrette pas d'avoir vu.

Claude CHARVET

Sélection cinéma



Le plus épatant des suspenses... LIBERATION
Du cinéma qui risque sa peau... LE MATIN

Films récents...

BAYAN KO
de Lino Brocka

Un aperçu de la vie aux Philippines, d'un jeune ouvrier, qui se débat pour survivre.

Interdit aux Philippines par le dictateur Marcos, ce film donne l'image de ce que sont les conditions de vie des travailleurs dans ce pays.
Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo).

LE PAYS OÙ RÊVENT LES FOURMIS VERTES
de Werner Herzog

En Australie, un groupe d'aborigènes s'oppose aux travaux d'une compagnie minière parce qu'ils n'acceptent pas que l'on touche à leur terre. Un regard lucide et accusateur sur la société de ceux qu'on dit civilisés.

Gaumont les Halles 1° (vo).
Hautefeuille 6° (vo). Colisée 8° (vo).

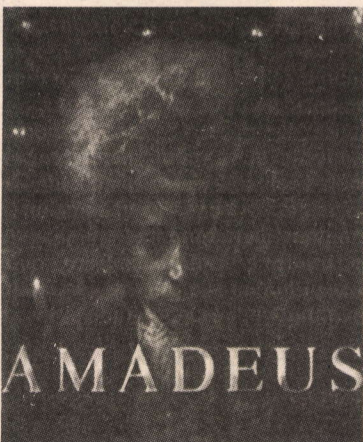


QUILOMBO
de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII° siècle, une révolte d'esclaves traités sur le mode de l'épopée.
Denfert 14° (vo) à 19 h 30.

AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...



Impérial Pathé 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Studio de la Harpe 5° (vo). Odéon 6° (vo). Gaumont Champs Elysées 8° (vo). Athéna 12°. Escorial 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Montparnos 14°. Sept Parnassiens 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo). UGC Convention 15°. Trois Murat 15°.

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Bar-

bès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.
Arcades 2°. Berlitz 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Montparnos 14°. Ranelagh 16°.



CAL
de B. McLaverty

Le conflit entre les communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, à travers une histoire d'amour.
Cluny Ecoles 5° (vo).



GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.
Hautefeuille 6° (vo). Georges V 8° (vo). Français 9°. Les 7 Parnassiens 14° (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.
UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo). UGC Boulevard 9°. Sept Parnassiens 14° (vo).

... et moins récents

DON GIOVANNI.
de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film.
Cluny Palace 5° (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Les méfaits de la « civilisation » sur une tribu de Bushimans du désert du Kalahari, au Botswana. Chaleureux et désoilant.
Capri 2°.

NORMA RAE.
de M. Ritt.

Comment une jeune ouvrière du Textile, dans une petite ville du sud des Etats-Unis, découvre la lutte syndicale et s'y engage malgré toutes les difficultés.
Espace Gaité 14° (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.
Reflét Logos 5° (vo).

Opération « Moïse »

Mieux vaut manger « casher » que mourir de faim !

L'opération « Moïse », le pont aérien chargé de rapatrier les Falashas d'Éthiopie en Israël, est pour le moment un pont suspendu. Des fuites malencontreuses, la trop grande publicité faite à cette opération humanitaire, ont arrêté les vols, en tout cas jusqu'à nouvel ordre, puisque Shimon Pérès a promis devant la Knesset que « malgré les difficultés, l'énorme effort entrepris ne s'arrêtera pas ».

La presse a essayé de reconstituer le parcours de ces milliers de Juifs éthiopiens qui, depuis quelques mois, ont rejoint Israël : 10 000 à 15 000, soit, estimation, la moitié de la communauté juive d'Éthiopie. Une partie d'entre eux auraient été pris en charge à partir des camps de réfugiés du Soudan, non loin de la frontière éthiopienne, et des avions belges ont effectué un grand nombre de navettes entre Israël et le Soudan. D'autres seraient partis directement, toujours en avion, d'Éthiopie, ce qui laisserait penser que le gouvernement éthiopien a au moins fermé les yeux sur cette émigration, alors qu'officiellement il y est farouchement hostile. Il faut peut-être se rappeler qu'en 1978 Dayan avait promis à ce même gouvernement éthiopien des armes en échange du départ des Falashas.

En Israël même, l'arrivée de ces nouveaux immigrants n'est pas sans poser des problèmes, en particulier raciaux.

La presse relate que certains arrivants éthiopiens se sont étonnés qu'il existe des Juifs blancs. Il est probable que certains Israéliens, à



Les laissés-pour-compte... et ils sont nombreux. (AFP).

l'inverse, n'accueilleront pas sans racisme ces Juifs noirs. Ils sont on ne peut plus pauvres et leur intégration dans la société israélienne, bien plus riche et civilisée, n'ira pas sans problèmes. Les difficultés présentes et à venir expliquent peut-être d'ailleurs les fuites qui ont rendu publique l'opération « Moïse », avec pour conséquence le coup d'arrêt qui lui a été porté.

La décision même de déclencher cette opération humanitaire — où Israël a soigneusement sélectionné « ses » pauvres, en exigeant même d'eux qu'ils prouvent qu'ils sont les « Juifs » qu'ils attendaient — n'était probablement pas dépourvue d'arrière-pensées politiques : le sionisme israélien a besoin d'hommes et de femmes pour ses colonies de peuplement

en Cisjordanie ; de soldats aussi pour continuer sa guerre contre le monde arabe et palestinien.

Mais il reste que, de toute façon, 10 000 à 15 000 personnes ont été sauvées de la famine qui ravage l'Éthiopie aujourd'hui. Et on ne peut reprocher à Israël de ne pas accueillir tous les affamés d'Éthiopie.

Les gouvernements des grandes puissances, qui ont bien d'autres moyens financiers et matériels qu'Israël, n'arrêtent pas de seriner qu'il est impossible d'aider efficacement l'Éthiopie, de combattre la famine dans ces régions désertiques, d'acheminer des vivres dans ce pays dépourvu de moyens de communication. L'opération « Moïse » en tout cas prouve le contraire.

Bertrand GORDES

CHANTIERS NAVALS

Congés-conversion égale licenciements

Le plan de restructuration des chantiers navals prévoit la suppression de 5 100 emplois d'ici à 1986, sur l'ensemble des chantiers.

Dans ce cadre, en novembre 1984, un accord sur les « congés-conversion » a été signé entre les patrons de la construction et de la réparation navales et les syndicats CFTD, CFTC, FO et CGC.

A l'issue de ces « congés-conversion » — rémunérés à 65 % du salaire net pendant au maximum 24 mois — aucune embauche n'est garantie : en fait de conversion, c'est d'une conversion au chômage qu'il s'agit !

• A La Seyne

Avec La Ciotat et Dunkerque, les Chantiers de La Seyne dépendent du groupe Normed. 480 travailleurs ont reçu samedi 5 janvier, apportée par un huissier, la lettre recommandée leur annonçant leur mise en « congé-conversion ». Les 3 500 autres travailleurs des Chantiers avaient, eux, reçu aussi une lettre, avec un badge leur permettant d'entrer sur le chantier lundi matin.

Mais ça n'est pas passé comme une lettre à la poste. Et lundi 7, à l'appel de la CGT qui bloquait les trois portes d'accès des Chantiers, personne n'est entré. A l'heure où nous écrivons, le mouvement se poursuit. Mardi 8, une soixantaine de métallos ont bloqué la gare de La Seyne et l'autoroute Marseille-Lyon. Quant à la direction, elle a dû s'installer dans un grand hôtel voisin.

• A Dunkerque

Voilà près d'un an maintenant que les patrons des Chantiers Navals Normed ont décidé de restructurer, ce qui signifie tout simplement licencier.

Le plan des patrons prévoit le passage de 3 156 à 2 362 travailleurs dans l'entreprise, c'est-à-dire 794 suppressions d'emplois entre le 31 décembre 1983 et le mois de juin 1986.

Pour obtenir de tels résultats, la direction a supprimé les embauches, versé 30 000 F pour les départs volontaires et 50 000 F pour les « créations d'entreprises ». Elle a organisé les départs en pré-retraite à 55 ans, dans le cadre de la convention FNE.

Cependant, pour les patrons, cela n'est pas encore suffisant. A la mi-décembre les travailleurs du Chantier ont reçu plusieurs textes leur expliquant que maintenant il fallait passer aux 320 congés-conversion prévus début 1985.

Dans ses meilleurs vœux, le patron explique « que cette disposition place les salariés de l'industrie navale dans une situation très privilégiée en comparaison de bien des travailleurs : il leur est donné la possibilité d'apprendre un nouveau métier et de réorienter leur carrière en 2 ans. » Elle dit encore que les travailleurs ont « l'espoir de retrouver un travail mieux rémunéré ou mieux

adapté à leur aspiration ». Espoir évidemment illusoire dans une région où le chômage avoisine les 14 %.

La direction met également en avant le fait que, pour ce qui est de la rémunération fixée à 70 % du salaire brut, « la mise en congé-conversion ne place pas le salarié dans une position trop défavorable vis-à-vis de ses collègues restant dans l'entreprise et supportant un chômage de 35 % environ (moyenne attendue pour 1985) ». Comme si une perte de salaire par congé-conversion ou par chômage partiel n'était pas toujours, pour les travailleurs, inacceptable !

Mais, au-delà de ces mauvais arguments, elle explique aussi tout crûment ce que sont les congés-conversion : des licenciements purs et simples. Elle écrit : « Après sa désignation par l'entreprise pour un congé-conversion, le salarié peut :

— refuser dans les 15 jours sa mise en congé-conversion. Ceci est assimilé à un licenciement du fait de l'employeur. (...) — accepter sa mise en congé-conversion. (...) En dernière extrémité, au terme des 24 mois, l'employeur est conduit à demander le licenciement économique d'un salarié qui n'a toujours pas trouvé d'emploi. »

C'est le 14 janvier que ces 320 congés-conversion seront annoncés.

Correspondant LO



Contre les licenciements, les ouvriers des Chantiers montaient manifester à Paris en janvier 1984. (AFP).

POLOGNE

Le procès de Torun en voie de normalisation

Depuis le 27 décembre se tient à Torun, dans le nord de la Pologne, le procès des assassins du prêtre Popieluszko, retrouvé horriblement mutilé au mois d'octobre. Et, à la reprise d'audience du mardi 8 janvier, l'axe d'intervention d'un des principaux accusés, le capitaine Piotrowski, considéré comme le meneur de cette expédition crapuleuse, avait visiblement changé.

Plus question d'affirmer, comme il l'avait fait les jours précédents (comme ses co-accusés, d'ailleurs), que « l'opération avait été approuvée par le sommet, au moins au niveau d'un vice-ministre », et que tous avaient agi d'après des ordres planifiés venus de très haut — de super-salauds en quelque sorte — dans la hiérarchie policière, eux n'étant que de zélés hommes de main. Non, maintenant Piotrowski, qui (tous les observateurs ont pu le remarquer, d'autant qu'une large publicité est faite, jour après jour, à ce procès) avait retrouvé calme et sûreté de soi, affirme : « Aujourd'hui, je sais parfaitement que le sommet n'existe pas », « Le

sommet, c'est Pietruska », le colonel dont il dépend directement et qui de toute manière est déjà dans le lot des accusés.

Après une période de perplexité, durant laquelle on pouvait bien se demander ce qui allait sortir de cette espèce de guerre entre bandes de bureaucrates que l'on pressentait dans les coulisses du pouvoir et qui avait visiblement perturbé les accusés (l'un d'eux avait même regretté et pleuré), la caste dirigeante a circonscrit l'affaire et repris son petit monde en main. Le ton est donné et, après quinze jours de tâtonnement, le scénario semble avoir été mis au point : on s'est enfin entendu sur le coupable.

Selon le capitaine Piotrowski, ce sont, non la haine envers le père Popieluszko, mais des « raisons politiques » — un sens du devoir, en quelque sorte — qui auraient poussé les policiers accusés. Le prêtre de Solidarité, qu'il accuse d'avoir « eu des contacts avec des ambassades de pays occidentaux » et d'avoir été l'instrument « des services

de renseignements de pays membres de l'OTAN », est mort parce qu'il « n'a pas respecté les lois ». Et lui, Piotrowski, a choisi en voulant l'intimider « le moindre mal » — la torture et l'assassinat ? — « pour en prévenir un plus grand, car Popieluszko ne se rendait pas compte de la situation et était dépassé par les événements ». Une manière assez stupéfiante de se poser en justicier national, même s'il y a eu, dit-il, dans cette affaire, le feu de l'action les emportant, « des sottises » et des « actes irrationnels ».

En tout cas, maintenant on peut en être quasiment sûr, les versions des accusés ne varieront plus guère. Elles ont visiblement reçu l'estampille du pouvoir, moyennant sans doute quelques promesses de clémence. Témoin cette réflexion, tout de même étonnante dans la bouche de quelqu'un qui sait qu'il encourt la peine de mort, et par laquelle il promet de faire amende honorable : « J'aurai tout mon temps (après le procès) pour apprendre à ne pas commettre de tels actes ».

Anne GARBE